

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

23 AVRIL 2014

Projet de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté

Procédure d'évocation

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR
M. ANCIAUX

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2013-2014

23 APRIL 2014

Wetsontwerp tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde

Evocatieprocedure

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER ANCIAUX

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Alain Courtois.

Membres/Leden :

N-VA Inge Faes, Frank Boogaerts, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
PS Hassan Boussetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux.
MR Alain Courtois, Christine Defraigne.
CD&V Sabine de Bethune, Els Van Hoof.
sp.a Bert Anciaux, Guy Swennen.
Open Vld Yoeri Vastersavendts.
Vlaams Belang Bart Laeremans.
Écolo Zakia Khattabi.
cdH Francis Delpérée.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Huub Broers, Patrick De Groot, Bart De Nijn, Elke Sieurs, Lieve Maes.
Jean-François Istasse, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Fabienne Winckel.
François Bellot, Jacques Brotchi, Armand De Decker.
Wouter Beke, Dirk Claes, Johan Verstreken.
Dalila Douifi, Jan Roegiers, Fauzaya Talhaoui.
Guido De Padt, Martine Taelman.
Yves Buysse, Anke Van dermeersch.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Bertin Mampaka Mankamba, Vanessa Matz.

Voir:

Documents du Sénat :

5-2785 - 2013/2014 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-2785 - 2013/2014 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoeerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

I. PROCÉDURE

Le projet de loi facultativement bicaméral, qui fait l'objet du présent rapport, a été déposé à la Chambre des représentants le 25 novembre 2013.

Il a été adopté le 20 mars 2014 par 71 voix contre 50 et 8 abstentions et a été transmis au Sénat le 21 mars 2014.

Il a été évoqué le 25 mars et examiné en commission de la Justice les 2 et 23 avril 2014, en présence de la ministre de la Justice.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE

Mme Turtelboom, ministre de la Justice, rappelle que le projet de loi à l'examen a été adopté le 20 mars 2014 à la Chambre des représentants par 71 voix contre 50 et 8 abstentions. Le projet permet la liberté de choix, c'est-à-dire que personne n'est obligé de choisir un nom donné. Depuis la révolution française, c'est le nom du père qui est transmis dans notre pays. Le projet de loi à l'examen vise à ajouter deux possibilités, à savoir : le choix du nom de la mère, ou le choix du double nom comprenant tant celui du père que celui de la mère de l'enfant, dans l'ordre que les parents choisissent. Il importe qu'il y ait une unité au sein de la famille.

La ministre rappelle que le projet suit actuellement la procédure parlementaire habituelle de discussion, après avoir été adopté en juillet 2013 par tous les partis qui comptaient la majorité parlementaire, parce que nombre de propositions de loi ont été déposées par différents groupes politiques au cours des quatorze dernières années. À chaque fois, il s'avère que l'on partage l'analyse du problème, mais que l'on ne parvient jamais à le résoudre. La ministre estime que le moment est venu de trancher, ce qui est l'objet du projet à l'examen.

Elle indique que le texte, tel qu'il est formulé aujourd'hui, ne contient absolument aucun élément choquant, contrairement à ce que d'aucuns prétendent, mais qu'il s'inscrit dans le droit fil de ce qui a déjà été instauré dans nombre de pays européens, c'est-à-dire que le père et la mère peuvent décider ensemble quel nom ils souhaitent donner à leur enfant. En France, les parents ont le choix de joindre leurs deux noms. Dans les pays scandinaves, en Autriche, en Suisse et dans la péninsule ibérique, il est possible de transmettre le nom du père et celui de la mère. La ministre considère que la loi en projet lève une discrimination qui n'existe plus qu'en Italie et en Belgique.

Certaines propositions de loi prévoient l'obligation de donner à l'enfant tant le nom du père que celui

I. PROCEDURE

Voorliggend facultatief bicamerale wetsontwerp werd ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers op 25 november 2013.

Het werd aangenomen op 20 maart 2014 met 71 tegen 50 stemmen bij 8 onthoudingen en aan de Senaat overgezonden op 21 maart 2014.

Het werd op 25 maart geëvoeerd en in de commissie voor de Justitie besproken op 2 en 23 april 2014, in aanwezigheid van de minister van Justitie.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN JUSTITIE

Mevrouw Turtelboom, minister van Justitie, herinnert eraan dat voorliggend wetsontwerp in de Kamer van volksvertegenwoordigers op 20 maart 2014 werd goedgekeurd met 71 tegen 50 stemmen bij 8 onthoudingen. Het ontwerp omvat de vrije keuzemogelijkheid waarbij niemand wordt verplicht om te kiezen voor een bepaalde naam. Sedert de Franse revolutie wordt in ons land de naam van de vader doorgegeven. Voorliggend wetsontwerp wil hier nu twee mogelijkheden aan toevoegen : de keuze voor de naam van de moeder, of voor de dubbele naam van zowel de vader als de moeder van het kind, in de volgorde die men kiest. Belangrijk is dat er een eenheid is in de familie.

De minister herinnert eraan dat het ontwerp nu wordt besproken via de gebruikelijke parlementaire weg, nadat het in juli 2013 de goedkeuring kreeg van alle partijen die de parlementaire meerderheid uitmaken, omdat gedurende de afgelopen veertien jaar vele wetsvoorstellingen werden ingediend door verschillende politieke fracties. Telkens blijkt dat men het eens is over de analyse van het probleem, maar dat men nooit tot een oplossing van het probleem komt. De minister meent dat nu knopen moeten worden doorgehakt en dit is het doel van het wetsontwerp.

Zij wijst erop dat de tekst, zoals hij vandaag voorligt, helemaal geen schokkende elementen bevat zoals sommigen beweren, maar dat hij volledig in de lijn ligt met wat in vele Europese landen ook reeds werd ingevoerd, met name dat de vader en de moeder samen kunnen beslissen welke naam zij aan hun kind wensen te geven. In Frankrijk hebben de ouders de keuze om hun beide namen samen te voegen. In de Scandinavische landen, in Oostenrijk, in Zwitserland en op het Iberisch schiereiland bestaat de mogelijkheid om de naam van de vader en de moeder door te geven. Volgens de minister wordt aldus een discriminatie weggewerkt. België is immers, samen met Italië, het laatste land waar deze nog bestaat.

Sommige wetsvoorstellingen voorzagen in de verplichting om de naam van zowel de vader als de moeder

de la mère. La ministre tient néanmoins à adopter une approche progressive pour abolir la discrimination et à maintenir le respect d'une tradition séculaire. Elle estime par conséquent que le projet de loi à l'examen propose une bonne réglementation. Il permet en effet aux parents d'opérer un choix sans les contraindre en aucune façon. Les chiffres en France indiquent que 82 % des parents optent pour le nom du père; 18 % font un autre choix.

À la lumière des réactions qui sont parvenues à la ministre, il apparaît que le projet de loi répond à l'aspiration d'une large frange de la population. Les enfants ont en effet deux parents; il serait donc logique de laisser au moins le choix à ces derniers de donner ou non leurs deux noms à leurs enfants. Elle considère dès lors que le règlement proposé constitue un grand pas en avant. La ministre renvoie à cet égard au point de vue du *Vrouwenraad* qui prône depuis des années déjà l'abolition de la législation discriminatoire selon laquelle un enfant né dans les liens du mariage reçoit automatiquement le nom du père. D'après le *Vrouwenraad*, le principe du libre choix représente un pas dans la bonne direction.

La ministre reconnaît qu'une démarche progressive a été adoptée dans le texte proposé. Les lois sont toujours perfectibles sans jamais être définitives. Des modifications pourront évidemment encore être apportées au cours d'une prochaine législature, mais la ministre insiste sur l'importance d'adopter le projet de loi à l'examen avant la dissolution imminente des chambres législatives.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme Taelman estime que le projet de loi à l'examen est important parce qu'il concerne nos enfants. Le débat est passionné parce que tout le monde a un avis bien arrêté en la matière. Certains plaident pour que le nom de la mère soit transmis automatiquement à un enfant vu que la maternité est toujours établie. D'autres plaident pour un double nom et d'autres encore estiment que la tradition existante doit être respectée et que l'enfant doit par conséquent recevoir le nom du père. L'intervenante constate que l'attribution automatique du nom de la mère n'est pas soutenue. Elle estime par contre que le texte à l'examen recueille les faveurs de la majorité, bien que l'on puisse éventuellement aller plus loin et opter pour le double nom.

Les opinions divergent et sont tranchées sur tous ces points. Elles ont déjà été largement abordées à la Chambre des représentants. Il faut toutefois être conscient qu'une solution ne peut plus se faire attendre pour une matière dont on débat déjà depuis vingt-cinq ans et qui a donné lieu à une condamnation de

aan het kind te geven. De minister wenst evenwel de weg van de geleidelijkheid te bewandelen om de discriminatie weg te werken en het respect te behouden ten aanzien van een eeuwenlange traditie. Vandaar dat zij meent dat voorliggend wetsontwerp een goede regeling inhoudt. Het geeft immers de mogelijkheid aan de ouders, maar verplicht hen geenszins. De cijfers in Frankrijk geven aan dat 82 % blijft kiezen voor de naam van de vader; 18 % maken een andere keuze.

Uit de reacties die de minister ontving blijkt dat het wetsontwerp tegemoet komt aan de verzuchting van een brede laag van de bevolking. Kinderen hebben immers twee ouders; het zou dan ook logisch zijn om hen ten minste de keuze te laten hun beide namen al dan niet aan hun kinderen te schenken. Zij meent dan ook dat de voorgestelde regeling een grote stap vooruit is. De minister verwijst in dit verband naar het standpunt van de Vrouwenraad die reeds jaren ijvert voor de wegwerking van de discriminatoire wetgeving volgens dewelke een kind dat binnen het huwelijk wordt geboren automatisch de naam van de vader krijgt. Het principe van de vrije keuze is volgens de Vrouwenraad dan ook een stap in de goede richting.

De minister erkent dat de voorgestelde tekst de weg van de geleidelijkheid bewandelt. Wetten zijn steeds vatbaar voor kritiek en zijn ook nooit definitief. In een volgende legislatuur kunnen vanzelfsprekend nog wijzigingen worden aangebracht, maar de minister benadrukt het belang om voorliggend wetsontwerp nog aan te nemen vóór de nakende ontbinding van de Wetgevende Kamers.

III. ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw Taelman is van mening dat voorliggend wetsontwerp belangrijk is omdat het over onze kinderen gaat. Het debat is emotioneel omdat eenieder er een uitgesproken mening over heeft. Sommigen ijveren ervoor om een kind automatisch de naam van de moeder te geven vermits het moederschap altijd vaststaat. Anderen pleiten voor een dubbele naamgeving en nog anderen menen dat de bestaande traditie moet gerespecteerd worden en het kind derhalve de naam van de vader moet krijgen. Spreekster stelt vast dat er geen draagvlak bestaat voor de automatische toekenning van de naam van de moeder. Zij meent dat dit wel het geval is met de voorliggende tekst, hoewel men mogelijk verder zou kunnen gaan en voor de dubbele naamgeving zou kunnen opteren.

Over dit alles leven verschillende, uitgesproken meningen, die reeds uitgebreid aan bod kwamen in de Kamer van volksvertegenwoordigers. Men moet er zich evenwel van bewust zijn dat een aangelegenheid, waarover nu reeds vijfentwintig jaar wordt gedebatteerd, en die heeft aanleiding gegeven tot een

l'Italie par la Cour européenne des droits de l'homme. La législation italienne est identique à la législation belge. Le moment est venu de trancher compte tenu de la dissolution imminente des Chambres législatives. La modification législative proposée est nécessaire, tant d'un point de vue social que d'un point de vue juridique.

Mme Taelman espère donc que le projet de loi qui a déjà été adopté par la Chambre des représentants ne sera pas amendé, de manière à ce que la loi puisse être rapidement modifiée. Ceux qui ne sont pas pleinement satisfaits de ce pas en avant pourront toujours déposer des propositions de loi durant la prochaine législature afin de progresser davantage encore dans la bonne direction. Aussi propose-t-elle que la commission procède au vote.

M. Laeremans trouve ce raisonnement particulièrement tortueux. Il renvoie aux auditions qui avaient déjà été organisées au Sénat en 2011, encore avant l'examen de cette problématique à la Chambre des représentants, mais auxquelles n'avait pas succédé un débat sérieux quant au fond. Ne peut-on plus organiser un débat normal au Sénat au sujet d'une matière fondamentale telle que celle-ci ? N'est-il plus autorisé de déposer des amendements à un projet de loi en tant que sénateur ?

L'intervenant renvoie à la manière retorse de déclencher le vote en commission de la Justice de la Chambre, où on a profité de l'absence fortuite et de courte durée du chef d'un groupe politique qui fait partie de la majorité parlementaire. Si ce vote s'était déroulé correctement, on n'aurait même pas trouvé de majorité au sein de la commission compétente pour le projet de loi à l'examen et la Chambre des représentants n'aurait pas pu se prononcer sur le texte proposé en séance plénière. M. Laeremans, qui a lui-même été président de commission à la Chambre, n'aurait jamais laissé arriver une telle chose. On a utilisé en l'espèce la crédulité et la loyauté du chef de groupe concerné qui était en train de se concerter avec son président de parti. La procédure parlementaire habituelle a été bafouée.

Pour couronner le tout, il est à présent demandé aux sénateurs de procéder immédiatement au vote et de ne pas déposer d'amendements, quel que soit leur point de vue en la matière. C'est du jamais vu ! C'est incroyablement grossier, vu que des sénateurs de la majorité ont déjà déposé des amendements tout comme M. Laeremans l'a lui-même déjà fait depuis l'opposition. Cela fait partie du processus démocratique et l'on ne peut pas refuser ce droit aux sénateurs.

veroordeling van Italië — waar de wetgeving identiek is als die van België — door het Europees Hof voor de rechten van de mens, niet langer op een oplossing kan wachten. Gelet op de nakende ontbinding van de Wetgevende Kamers moeten dan ook knopen worden doorgehakt. De voorgestelde wetswijziging is nodig, zowel vanuit maatschappelijk als juridisch oogpunt bekeken.

Mevrouw Taelman hoopt dan ook dat men niet zal overgaan tot amendering van het wetsontwerp dat reeds werd goedgekeurd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, zodat de wet snel kan worden gewijzigd. Wie niet helemaal tevreden is met deze stap vooruit, kan in de volgende legislatuur steeds wetsvoorstellen indienen om nog verdere stappen te zetten in de goede richting. Zij stelt dan ook voor dat de commissie zou overgaan tot de stemming.

De heer Laeremans vindt deze redenering ongebruikelijk grof. Hij verwijst naar de hoorzittingen die reeds in 2011 werden gehouden in de Senaat — nog vóór de besprekking van deze problematiek in de Kamer van volksvertegenwoordiger — maar die niet gevuld werden door een ernstig debat ten gronde. Kan men in de Senaat niet langer een normaal debat houden over een fundamentele aangelegenheid als deze ? Is het niet langer toegelaten om als senator amendementen in te dienen op een wetsontwerp ?

Spreker verwijst naar de listige wijze waarop men de stemming heeft uitgelokt in de Kamercommissie voor de Justitie, gebruik makend van de toevallige en kortstondige afwezigheid van een fractieleider van een politieke fractie die deel uitmaakt van de parlementaire meerderheid. Mocht deze stemming op een correcte wijze gebeurd zijn, was voor dit wetsontwerp zelfs geen meerderheid gevonden in de bevoegde commissie en had de Kamer van volksvertegenwoordigers zich in plenaire vergadering niet eens kunnen uitspreken over de voorgestelde tekst. De heer Laeremans, zelf gewezen commissievoorzitter van de Kamer, zou zo iets nooit hebben laten gebeuren. Men heeft hier gebruik gemaakt van de goedgelovigheid en loyaalheid van de betrokken fractieleider die met zijn partijvoorzitter aan het overleggen was. Men heeft hier een loopje genomen met de gangbare parlementaire procedure.

Als klap op de vuurpijl wordt de senatoren nu gevraagd om meteen over te gaan tot de stemming en geen amendementen in te dienen, ongeacht de visie van de senatoren over deze aangelegenheid. Dit is nooit gezien ! Dit is onwaarschijnlijk grof, gelet op het feit dat senatoren die deel uitmaken van de meerderheid reeds amendementen hebben ingediend en ook de heer Laeremans zelf dit reeds heeft gedaan vanuit de oppositie. Dit maakt deel uit van de democratische gang van zaken en men kan dit recht niet zomaar ontzeggen aan de senatoren.

En outre, il est particulièrement grave que même la ministre de la Justice et un chef de groupe au Sénat, tous deux membres du même partie politique, suggèrent d'ores et déjà de modifier le texte proposé lors de la prochaine législature. M. Laeremans est toutefois d'avis que l'on ne peut pas tout simplement bâcler et improviser dans cette matière qui est très sensible et suscite des réactions très passionnées. La ministre souhaite manifestement semer la discorde dans toutes les familles en annonçant déjà elle-même qu'elle changera le nom de ses enfants. Elle monte de cette manière les deux conjoints l'un contre l'autre ainsi que les enfants contre les parents, vu que la législation s'appliquera aux enfants mineurs. La ministre vise ainsi à concrétiser la revanche de quelques féministes rétrogrades !

La ministre de la Justice veut imposer au Sénat sa vision selon laquelle il faut corriger une législation discriminatoire, mais ce n'est nullement le cas, comme le révèlent les auditions qui ont été organisées en commission de la Justice du Sénat. En conclusion, M. Laeremans estime qu'il est scandaleux que l'on veuille faire accepter rapidement au Sénat une législation, qui a suscité des discussions très passionnées à la Chambre des représentants, sans aménager la possibilité de mener un débat sur le fond.

M. Delpérée souligne que la commission de la Justice du Sénat a adopté la proposition de loi portant établissement de la filiation de la coparente, amendée, le 26 mars 2014 (doc. Sénat, n° 5-2445/1). Si le Sénat adoptait, sans les modifier, cette proposition de loi et le projet de loi à l'examen modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté (doc. Sénat, n° 5-2785), il ferait preuve d'incohérence car le second texte ne tient pas compte du premier. En effet, il n'est nullement question de la coparente dans le projet de loi à l'examen. L'enfant peut-il, selon les règles proposées par la ministre, se voir attribuer le nom de la coparente ? Cela n'est prévu nulle part !

Sur la base de l'article 78 de la Constitution, le Sénat peut en effet décider de ne pas amender après avoir évoqué un projet de loi déjà transmis par la Chambre des représentants. En n'amendant pas, le Sénat respecte parfaitement le prescrit constitutionnel. Il faut toutefois se demander pourquoi une telle disposition a été inscrite dans la Constitution. Le constituant a ainsi voulu empêcher que des amendements qui se contredisent ou des amendements dénués de sens puissent être adoptés. Or, il n'en est rien en l'espèce : les amendements déjà déposés que les sénateurs ont reçus sont bel et bien pertinents. En demandant à présent, comme le fait Mme Taelman, de ne pas les discuter et de procéder d'emblée au vote

Bovendien is het bijzonder sterk dat zelfs de minister van Justitie en een fractieleider in de Senaat, beiden deel uitmakend van dezelfde politieke partij, nu reeds suggereren om de voorgestelde tekst in de volgende legislatuur te wijzigen. De heer Laeremans is evenwel van mening dat men in deze aangelegenheid, die zeer gevoelig ligt en aanleiding geeft tot hoog oplopende emoties, niet zomaar kan klungelen en improviseren. De minister wenst blijkbaar ruzie te stoken in alle families door zelf reeds aan te kondigen de naam van haar kinderen te zullen wijzigen. Zij zet beide echtgenoten zo tegen elkaar op en maakt ook de kinderen op tegen hun ouders, vermits de wetgeving van toepassing zal zijn op minderjarige kinderen. De minister wil zo de revanche realiseren van enkele overjaarse feministen !

De minister van Justitie wil de Senaat de mening opdringen dat men een discriminatoire wetgeving moet rechtzetten, maar dit is geenszins het geval, zoals blijkt uit de hoorzittingen die in de Senaatscommissie voor de Justitie werden gehouden. Concluderend, meent de heer Laeremans dat het ongehoord is dat men een wetgeving, die aanleiding heeft gegeven tot hoog oplopende discussies in de Kamer van volksvertegenwoordigers, snel wil doordrukken in de Senaat, zonder de mogelijkheid te creëren om een debat ten gronde te voeren.

De heer Delpérée wijst erop dat de Senaatscommissie voor de Justitie op 26 maart 2014 het geamendeerde wetsvoorstel houdende de vaststelling van de afstamming van de meemoeder (stuk Senaat, nr. 5-2445/1) heeft aangenomen. Indien de Senaat zowel dit wetsvoorstel als het thans besproken wetsontwerp tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de invoering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bij de wijze van naamsoverdracht aan het kind en aan de geadopteerde (stuk Senaat, nr. 5-2785) ongewijzigd zou aannemen, zou dit getuigen van incoherente vermits de ene tekst geen rekening houdt met de andere. Nergens is in voorliggend wetsontwerp immers sprake van de meemoeder. Kan het kind de naam van de meemoeder verwerven volgens de door de minister voorgestelde regeling ? Dit is nergens voorzien !

De Senaat kan inderdaad, op basis van artikel 78 van de Grondwet, beslissen om niet te amenderen nadat hij een wetsontwerp dat reeds door de Kamer van volksvertegenwoordigers werd overgezonden heeft geëvoerd. Indien de Senaat niet amendeert, is dit volledig conform de grondwettelijke voorschriften. Men dient zich evenwel af te vragen waarom deze bepaling in de Grondwet werd opgenomen. De grondwetgever heeft willen verhinderen dat onderling tegenstrijdige amendementen of amendementen ontstaan van elke zin zouden worden aangenomen. Dit is hier echter geenszins het geval : de ingediende amendementen die de senatoren reeds ontvingen zijn wel degelijk pertinent. Door nu te vragen, zoals

final en commission, on réduit au silence les sénateurs en leur qualité de représentants du peuple belge. Cela est d'autant plus grave que cette demande émane ici des sénateurs eux-mêmes. Cette façon de procéder ne correspond nullement à l'idée que M. Delpérée se fait du rôle — présent et futur — du Sénat.

Mme de Bethune estime, elle aussi, que la commission mène ici un débat important, qui nous concerne tous. Il y va, en effet, des enfants et de leur identité, et du lien que chacun entretient avec sa famille au sens large, par-delà les générations, grands-parents et petits-enfants compris. C'est ce qui fait la particularité de ce débat. Elle trouve qu'il est justifié d'adapter la législation existante au sens de la justice actuel. La législation relative à l'attribution du nom est une des dernières discriminations en vigueur envers la mère à la naissance de l'enfant. Aussi nombre de propositions ont-elles déjà été déposées pour y remédier et le débat qui a été mené à la Chambre des représentants a montré qu'il y a une majorité pour modifier la législation en vigueur, ce qui est positif.

Reste toutefois à savoir quelle est la bonne solution. Mme de Bethune estime que la solution la plus juste consiste à donner un double nom aux enfants, c'est-à-dire : le nom du père et le nom de la mère. Il faut bien évidemment trouver une solution pour les cas dans lesquels un des parents n'est pas connu, mais cela ne peut empêcher qu'un double nom devienne le régime légal.

Le règlement qui a été adopté par la Chambre des représentants donne aux parents la possibilité de choisir, mais, en l'absence d'unanimité au sein de la famille, c'est le nom du père qui sera automatiquement attribué. Ce n'est pas juste, étant donné que, de cette manière, le projet de loi maintient précisément la réglementation séculaire au lieu d'abolir la discrimination existante. D'après Mme de Bethune, il faudrait, en cas de désaccord, donner automatiquement le nom des deux parents à l'enfant. Il s'agit également de la réglementation qui est proposée dans une thèse de doctorat récente, à laquelle il est renvoyé dans le *Juristenkrant*, et qui permettrait d'établir l'équité.

L'intervenante annonce dès lors le dépôt de quelques amendements visant à donner le double nom, c'est-à-dire le nom des deux parents, en l'absence de consensus entre ces derniers. On laisse également aux parents le choix d'attribuer le nom du père, en cas d'accord à ce sujet au sein de la famille, de manière à perpétuer la tradition familiale. Un autre amendement que Mme de Bethune déposera concerne le cas dans lequel le père, devenu veuf, souhaite tout de même attribuer le double nom, c'est-à-dire le sien et celui de sa femme défunte, à son enfant, mais se trouve dans

mevrouw Taelman doet, deze niet te bespreken en meteen over te gaan tot de eindstemming in de commissie, snoert men de senatoren, als vertegenwoordigers van het Belgische volk, de mond. Dit is des te erger nu dit verzoek komt vanwege de senatoren. Dit strookt geenszins met de opvatting van de heer Delpérée over de rol van de Senaat, vandaag noch in de toekomst.

Mevrouw de Bethune is het eens met de vaststelling dat de commissie een belangrijk debat voert, dat ons allen aanbelangt. Het gaat immers om de kinderen en hun identiteit, en de verbondenheid van elkeen met de ruime familie over de generaties heen, grootouders en kleinkinderen. Dit is het bijzondere aan dit debat. Zij vindt het terecht dat men de bestaande wetgeving aanpast aan het bestaande rechtsgevoel. De wetgeving inzake naamgeving is een van de laatste bestaande discriminaties ten aanzien van de moeder bij de geboorte van het kind. Daarom zijn er reeds vele voorstellen om hieraan te verhelpen en het debat dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd gevoerd heeft aangetoond dat er een meerderheid wordt gevonden om de bestaande wetgeving te wijzigen. Dit is positief.

De vraag is evenwel : welke is de juiste oplossing ? Mevrouw de Bethune meent dat de eerlijkste oplossing erin bestaat aan de kinderen een dubbele naam te geven : de naam van de vader én van de moeder. Vanzelfsprekend moet een oplossing gevonden worden voor die gevallen waarbij één van de ouders niet gekend is, maar dit mag niet verhinderen dat een dubbele naamgeving het wettelijk stelsel wordt.

De regeling die door de Kamer van volksvertegenwoordigers werd aangenomen geeft aan de ouders een keuzemogelijkheid, maar wanneer er in de familie geen eensgezindheid is wordt automatisch de naam van de vader toegekend. Dit is niet rechtvaardig, vermits het wetsontwerp hiermee de eeuwenoude regeling precies bestendigt in plaats van de bestaande discriminatie op te heffen. In geval van onenigheid zou volgens mevrouw de Bethune dan ook automatisch de naam van beide ouders moeten worden gegeven aan het kind. Dit is ook de regeling die wordt voorgesteld in een recente doctoraatsverhandeling, naar dewelke in de *Juristenkrant* wordt verwezen, en die tot gerechtigheid zou leiden.

Spreekster kondigt dan ook de indiening aan van enkele amendementen, die ertoe strekken om, in geval van gebrek aan consensus tussen beide ouders, aan het kind de dubbele naam — dit wil zeggen van beide ouders — te geven. Daarbij wordt een keuzevrijheid gelaten om de naam van de vader toe te kennen indien men het hierover binnen het gezin eens is, om aldus de familietraditie verder te zetten. Een ander amendement dat mevrouw de Bethune zal indienen, heeft betrekking op het geval waarin de vader, weduwnaar van de intussen overleden moeder, toch aan het kind de

l'incapacité de le faire puisque la mère décédée ne peut en effet pas donner son accord.

Mme de Bethune considère que le Sénat peut bel et bien mener le débat au fond. Celui-ci ne doit pas nécessairement durer des semaines et peut progresser rapidement. Elle plaide dès lors pour un amendement du projet de loi à l'examen; la Chambre des représentants pourra encore adopter aisément le projet amendé avant la dissolution imminente des chambres législatives.

M. Hellings déclare être partisan du double nom automatique en l'absence d'accord entre les deux parents. Concernant l'ordre des deux noms, on peut procéder à un tirage au sort.

M. Courtois estime qu'il convient tout de même de faire preuve d'un certain sérieux dans cette matière. Un tirage au sort en l'absence d'un accord entre les deux parents ne lui semble pas être le moyen indiqué.

M. Hellings réplique que, en l'absence d'un accord entre les deux parents, ni la volonté du père ni celle de la mère ne peut l'emporter et un tirage au sort constitue dès lors une solution. Cette proposition est une question de bon sens et peut résoudre certains conflits. Elle n'a toutefois pas été retenue à la Chambre et c'est la raison pour laquelle le groupe Ecolo/Groen a soutenu le projet de loi à l'examen, vu qu'un accord minimal est possible à cet égard. Elle représente en effet un pas en avant pour les familles concernées, pour les mères en particulier.

L'intervenant aimeraient toutefois savoir si, en cas d'amendement par le Sénat, le projet de loi pourra encore être adopté par la Chambre des représentants avant la dissolution imminente des chambres législatives. M. Hellings considère que cela change tout parce qu'il souscrit quant au fond à la teneur de l'intervention de Mme de Bethune au sujet de l'attribution automatique du double nom. S'il est encore possible de procéder à l'amendement du projet dans ce sens, M. Hellings y apportera son soutien; dans le cas contraire, il estime que le projet de loi à l'examen est un pas dans la bonne direction et il lui accordera son suffrage.

M. Mahoux indique que le Sénat examine un projet de loi qui avait initialement été déposé à la Chambre des représentants par le gouvernement. Ce point est important étant donné qu'il indique qu'un consensus existait quant au projet de loi au sein du gouvernement. Il ressort du débat qui a été mené à la Chambre des représentants à propos de ce projet gouvernemental qu'il n'a pas toujours été simple, pour des raisons de contenu ou pour des raisons stratégiques, de com-

dubbele naam wenst toe te kennen maar dit niet kan vermits de overleden moeder immers haar toestemming niet kan geven.

Mevrouw de Bethune meent dat de Senaat wel degelijk het debat ten gronde kan voeren. Dit hoeft geen weken te duren en kan snel vooruitgaan. Zij pleit dan ook voor een amendering van voorliggend wetsontwerp; de Kamer van volksvertegenwoordigers kan het geamendeerde ontwerp zonder problemen goedkeuren vóór de nakende ontbinding van de Wetgevende Kamers.

De heer Hellings verklaart voorstander te zijn van de automatische dubbele naamgeving in geval van een gebrek aan akkoord tussen beide ouders. Wat de volgorde van beide namen betreft, kan men werken met een loting.

De heer Courtois is van oordeel dat men in deze aangelegenheid toch een zekere ernst moet in acht nemen. Een loting in geval van gebrek aan een akkoord tussen beide ouders lijkt hem niet de aangewezen weg.

De heer Hellings replicateert dat, bij gebrek aan akkoord tussen beide ouders, de wil van de vader noch die van de moeder doorslaggevend mag zijn en een loting derhalve een oplossing biedt. Dit voorstel is een kwestie van gezond verstand en kan bepaalde conflicten oplossen. In de Kamer heeft dit voorstel het evenwel niet gehaald en dit is de reden waarom de Ecolo/Groen-fractie voorliggend wetsontwerp heeft gesteund, vermits hierover een minimaal akkoord mogelijk is. Het betekent immers een stap vooruit voor de betrokken gezinnen, in het bijzonder voor de moeders.

Spreker wenst evenwel te vernemen of het wetsontwerp, in geval van amendering door de Senaat, nog door de Kamer van volksvertegenwoordigers kan worden goedgekeurd nog vóór de nakende ontbinding van de Wetgevende Kamers. Voor de heer Hellings verandert dit alles omdat hij het ten gronde eens is met de strekking van de tussenkomst van mevrouw de Bethune inzake de automatische toekenning van de dubbele naam. Indien het nog mogelijk is een dergelijke amendering door te voeren, zal de heer Hellings dit steunen; in het andere geval meent hij dat voorliggend wetsontwerp een stap in de goede richting is en zal hij het goedkeuren.

De heer Mahoux wijst erop dat de Senaat nu een wetsontwerp bespreekt dat initieel door de regering werd ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers. Dit is belangrijk, vermits het erop wijst dat over dit wetsontwerp een consensus bestond in de schoot van de regering. Uit het debat dat over dit regeringsontwerp werd gevoerd in de Kamer van volksvertegenwoordigers blijkt dat het niet steeds eenvoudig was om na te gaan welk standpunt er werd

prendre quel était le point de vue adopté par certains groupes.

Comme c'est souvent cas, le Sénat s'est longuement penché sur le fond du problème. Pour des motifs constitutionnels, le gouvernement a déposé le projet de loi à la Chambre, où le sérieux du travail sénatorial a toutefois été reconnu. La diversité d'opinions à la Chambre a débouché sur un texte qui a été adopté tant par la commission compétente que par la séance plénière de la Chambre des représentants. Le Sénat a évoqué ce texte rapidement afin d'éviter que certains n'utilisent les délais prévus en matière d'évocation et d'examen pour empêcher que le texte n'acquière effectivement force de loi au cours de la présente législature. L'évocation n'a donc pas été dictée par une divergence de vues concernant le texte qui a été adopté par la Chambre des représentants. Le Sénat peut à présent décider rapidement de ne pas amender, et manifesteraît de cette manière son respect tant pour le consensus qui s'est dégagé au sein du gouvernement que pour le débat qui a été mené à la Chambre. M. Mahoux considère dès lors qu'il faut résister à la tentation de recommencer complètement le débat au fond.

Cependant, l'intervenant souhaite faire remarquer que l'intérêt de l'enfant n'a pas bénéficié d'une attention suffisante parmi les considérations qui ont déjà été émises au sujet du double nom. Certains enfants n'ont en effet pas deux parents. M. Mahoux rappelle la longue lutte qu'il a fallu mener pour abolir la distinction entre les enfants légitimes et les autres, c'est-à-dire les enfants nés en dehors du mariage, et qui a permis de mettre fin à une discrimination majeure entre les enfants. Ils sont aujourd'hui égaux en droit et respectés de la même manière. L'idée consistant à attribuer à présent un double nom aux enfants entraîne selon lui une nouvelle discrimination. Il sera en effet parfaitement possible d'identifier les enfants qui n'ont pas deux parents, vu qu'ils n'auront pas deux noms, contrairement aux autres enfants. La stigmatisation de ces enfants par la société, qui avait longtemps existé pour être finalement abolie, sera ainsi ravivée.

M. Courtois indique que, si des amendements sont déposés en commission, ceux-ci doivent aussi être soumis au vote. La demande de Mme Taelman de procéder immédiatement au vote final ne peut être formulée qu'en séance plénière du Sénat, conformément au règlement du Sénat.

M. Anciaux renvoie à sa proposition de loi (doc. Sénat, n° 1-112/1), qui avait déjà été déposée le 26 septembre 1995, et qui visait à attribuer un double nom à chaque enfant : le nom de la mère suivi du nom du père. La problématique du double nom lui tient donc à cœur. Il importe à présent de faire un pas en avant après des décennies de discussions. M. Anciaux

ingenomen door sommige fracties, om inhoudelijke dan wel om strategische redenen.

Zoals vaak het geval is, werd veel inhoudelijk werk verricht in de Senaat. Om grondwettelijke redenen heeft de regering het wetsontwerp in de Kamer ingediend, maar daar heeft men de ernst erkend van het werk van de Senaat. De verscheidenheid aan meningen in de Kamer heeft tot een tekst geleid die werd aangenomen door zowel de bevoegde commissie als de plenaire vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers. De Senaat heeft deze tekst snel geëvoceerd om te vermijden dat sommigen van de voorziene termijnen inzake evocatie en onderzoek gebruik zouden hebben gemaakt om te verhinderen dat de tekst daadwerkelijk kracht van wet zou verwerven in deze legislatuur. De evocatie is dus niet ingegeven door een verschil in visie over de tekst die door de Kamer van volksvertegenwoordigers werd aangenomen. De Senaat kan nu snel beslissen om niet te amenderen, en zou hiermee zijn respect betuigen voor zowel de consensus binnen de regering als het debat dat werd gevoerd in de Kamer. Men dient volgens de heer Mahoux dan ook aan de verleiding te weerstaan om het debat ten gronde helemaal opnieuw te voeren.

Niettemin wenst spreker op te merken dat hij in de standpunten die reeds tot uiting zijn gekomen over de dubbele naamgeving te weinig aandacht heeft gemerkt voor het belang van het kind. Er zijn immers kinderen die geen twee ouders hebben. De heer Mahoux herinnert eraan dat men een lange strijd heeft moeten leveren om het onderscheid tussen wettige en andere — buitenechtelijke — kinderen weg te werken en aldus een grote discriminatie tussen kinderen heeft weggewerkt. Zij hebben vandaag gelijke rechten en worden op dezelfde wijze gerespecteerd. De idee om kinderen vandaag een dubbele naam te geven leidt volgens hem tot een nieuwe discriminatie. Men zal immers perfect de kinderen kunnen identificeren die geen twee ouders hebben, vermits deze — in tegenstelling tot andere kinderen — geen twee namen zullen hebben. De stigmatisering van deze kinderen door de samenleving, die lange tijd heeft bestaan en uiteindelijk werd weggewerkt, wordt hier hernieuwd.

De heer Courtois wijst erop dat, indien in de commissie amendementen worden ingediend, deze ook ter stemming moeten worden voorgelegd. De vraag van mevrouw Taelman om onmiddellijk tot de eindstemming over te gaan kan, overeenkomstig het Reglement van de Senaat, pas in de plenaire vergadering van de Senaat worden gesteld.

De heer Anciaux verwijst naar zijn wetsvoorstel nr. 1-112/1, dat reeds op 26 september 1995 werd ingediend, en dat ertoe strekte om elk kind een dubbele naam te geven : de naam van de moeder gevuld door de naam van de vader. De problematiek van de dubbele naamgeving ligt hem dus nauw aan het hart. Het is belangrijk dat er nu, na decennia van

est en effet favorable au double nom, autant que possible. On peut polémiquer longtemps sur la question de savoir quel nom doit être le premier, celui du père ou celui de la mère, mais le gouvernement propose à présent pour la première fois une réglementation qui a été adoptée par la Chambre des représentants.

Personnellement, M. Anciaux aurait voulu aller plus loin. Il se pose également de nombreuses questions : quand, par exemple, peut-on constater qu'il y a un désaccord entre les deux parents ? Il comprend également certains arguments avancés par d'autres sénateurs. Il plaide néanmoins pour que le projet de loi à l'examen ne soit pas amendé afin de ne pas compromettre les chances d'aboutir à une réglementation au cours de la présente législature. La Chambre risque en effet de ne pas donner son assentiment à temps, c'est-à-dire avant la dissolution des chambres législatives, aux amendements qui seraient adoptés par le Sénat, ce qui aurait pour conséquence de perpétuer la situation existante. Certains verraient peut-être d'un bon œil ce statu quo. L'intervenant ne veut cependant pas prendre ce risque, même s'il aurait également aimé apporter quelques modifications au texte proposé.

M. Anciaux eût ainsi préféré que le nom du père suive celui de la mère en cas de double nom. Il n'est pas non plus vraiment favorable à la possibilité de choix qui est proposée actuellement. Il n'en demeure pas moins qu'il serait inacceptable que l'on ne fasse pas un pas en avant au cours de la législature actuelle. Il plaide dès lors pour que le Sénat décide de ne pas amender.

Mme Defraigne considère que la problématique de l'attribution du nom est symbolique et émotionnelle. On souhaite abolir une discrimination et mettre fin à une tradition patriarcale qui est inscrite dans le Code civil. Elle considère que l'intérêt de l'enfant doit primer à cet égard.

L'intervenante regrette qu'un tel débat soit mené dans la précipitation à la fin de la législature, ce qui a pour effet de réduire le Sénat à l'alternative ou de souscrire au texte qui a été adopté par la Chambre, ou de perpétuer la situation existante. Il n'y a en conséquence pratiquement pas de marge de manœuvre pour un débat sur le fond et des amendements, ce que déplore l'intervenante, étant donné que le thème en question concerne tout le monde personnellement et intimement. Les auteurs du texte auraient dû tenir davantage compte de la procédure parlementaire.

L'intervenante se demande si la commission a la possibilité d'examiner de manière approfondie un amendement qu'elle a déjà déposé et pour lequel elle espère qu'un consensus sera possible. La Chambre

discussie, een stap vooruit wordt gezet. De heer Anciaux is immers voorstander van de dubbele naamgeving, zoveel als mogelijk. Men kan lang twisten over de vraag welke naam eerst moet komen — die van de vader dan wel die van de moeder — maar nu wordt door de regering voor het eerst een regeling voorgesteld, die door de Kamer van volksvertegenwoordigers werd aangenomen.

Zelf had de heer Anciaux verder willen gaan. Hij heeft ook heel wat vragen : wanneer kan men bijvoorbeeld vaststellen dat er tussen beide ouders onenigheid bestaat ? Hij heeft ook begrip voor sommige argumenten die andere senatoren naar voor brengen. Niettemin pleit hij ervoor om het voorliggende wetsontwerp niet te amenderen omdat men anders wellicht niet tot een regeling zal komen tijdens deze legislatuur. Het risico bestaat immers dat de Kamer niet tijdig — dit is vóór de ontbinding van de Wetgevende Kamers — zal instemmen met de amendementen die door de Senaat zouden worden aangenomen, als gevolg waarvan de bestaande situatie bestendigt wordt, hetgeen sommigen wellicht goed zou uitkomen. Dit risico wil spreker echter niet lopen, ook al had ook hij graag enkele wijzigingen aangebracht aan de voorgestelde tekst.

Zo had de heer Anciaux liever gezien dat, bij de dubbele naamgeving, eerst de naam van de moeder gevuld door die van de vader werd toegekend. Hij is ook niet echt voorstander van de keuzemogelijkheid die nu wordt voorgesteld. Dit neemt niet weg dat het onaanvaardbaar zou zijn dat tijdens deze legislatuur geen stap vooruit wordt gezet. Hij pleit er dan ook voor dat de Senaat zou beslissen om niet te amenderen.

Mevrouw Defraigne meent dat de problematiek van de naamgeving symbolisch en emotioneel is. Men wenst een discriminatie weg te werken en een einde te stellen aan een patriarchale traditie die in het Burgerlijk Wetboek is vervat. Zij meent dat hierbij het belang van het kind moet voorop staan.

Spreekster betreurt dat een dergelijk debat overhaast wordt gevoerd aan het einde van de legislatuur, als gevolg waarvan de Senaat voor de keuze wordt gesteld om hetzelfde in te stemmen met de tekst die door de Kamer werd aangenomen, hetzelfde de bestaande situatie te bestendigen. Er is derhalve vrijwel geen ruimte voor een debat ten gronde en voor amending, wat spreekster betreurt vermits het thema elkeen op een persoonlijke en intieme wijze aanbelangt. Diegenen die de tekst hebben opgesteld hadden meer rekening moeten houden met de parlementaire procedure.

Zij vraagt zich af of de commissie al dan niet de mogelijkheid heeft om een amendement ten gronde te bespreken, dat spreekster reeds heeft ingediend en waarvan zij hoopt dat een consensus mogelijk is. Kan

peut-elle encore approuver un tel amendement à temps ? Mme Defraigne ne souhaite en effet pas empêcher qu'un texte donné soit adopté mais elle tient néanmoins à préciser le point de vue de son groupe. Son groupe n'a pas évoqué le projet de loi parce qu'il ne souhaitait pas infliger au Sénat le triste spectacle auquel on assiste aujourd'hui. Dès lors que le projet de loi a tout de même été évoqué, l'intervenante tient à souligner quelques sensibilités qui animent son groupe. Il n'empêche qu'elle est disposée à rechercher un amendement de consensus. Si cela s'avère toutefois impossible au sein de la majorité parlementaire, le désaccord éclatera au grand jour en séance plénière du Sénat.

À titre personnel, Mme Defraigne souscrit à la possibilité de choix que le texte proposé donne aux deux parents. Elle n'est cependant pas d'accord avec la solution supplétive qui fait elle aussi partie du projet de loi adopté par la Chambre, c'est-à-dire que le nom du père est donné à l'enfant en cas de désaccord entre les deux parents. La question est de savoir comment établir cette absence de consensus. Il s'agit d'une lacune dans le texte. En outre, cette solution ressemble à la procession d'Echternach; grâce au projet de loi, on fait un pas en avant, qui est toutefois suivi d'un pas en arrière. Le risque est en effet bien réel que la majorité des parents optent pour la solution supplétive, ce qui aura pour effet de maintenir la discrimination existante.

M. Courtois s'accorde à dire avec l'intervenante précédente que l'on assiste à un triste spectacle au Sénat. L'opinion publique considérait en effet que la nouvelle réglementation avait été adoptée et ne comprend à présent plus rien.

M. Vanlouwe considère que le Sénat doit être une chambre de réflexion et doit pouvoir réfléchir sur les points sensibles et les lacunes figurant dans un projet de loi. Il est donc étrange d'entendre un sénateur de la majorité parlementaire demander de ne pas déposer d'amendements parce que, s'ils étaient adoptés, le projet de loi devrait être renvoyé à la Chambre. La discorde qui règne au sein de la majorité parlementaire engendre le chaos. Celui-ci est aujourd'hui encore plus grand qu'il ne l'était au cours des travaux à la Chambre des représentants, en raison, d'une part, du nombre d'amendements déposés par la majorité et, d'autre part, de la demande de cette même majorité de ne pas débattre en la matière. On ne sait pas exactement si le projet de loi amendé par le Sénat pourra encore être examiné à temps par la Chambre. La ministre doit faire la clarté à cet égard.

de Kamer nog tijdig instemmen met een dergelijk amendement ? Mevrouw Defraigne wenst immers niet te verhinderen dat een bepaalde tekst wordt goedgekeurd maar wenst niettemin het standpunt van haar fractie duidelijk te maken. Haar fractie heeft het wetsontwerp niet geëvoeerd omdat men in de Senaat niet in het slecht spektakel wenste terecht te komen waarin men zich vandaag bevindt. Nu het wetsontwerp toch werd geëvoeerd, wenst spreekster te wijzen op enkele gevoeligheden die binnen haar fractie leven. Dit neemt niet weg dat zij bereid is om naar een consensusamendement te streven. Indien dit evenwel niet mogelijk zou zijn binnen de parlementaire meerderheid, zal de verdeeldheid evenwel naar buiten komen in de plenaire vergadering van de Senaat.

Ten persoonlijke titel is mevrouw Defraigne het eens met de keuzemogelijkheid die de voorgestelde tekst biedt aan de beide ouders. Zij is het evenwel niet eens met de suppletieve oplossing die eveneens deel uitmaakt van het wetsontwerp dat door de Kamer werd aangenomen, namelijk dat de naam van de vader wordt gegeven aan het kind in geval van gebrek aan onderling akkoord tussen de beide ouders. De vraag is evenwel hoe men dit gebrek aan consensus vaststelt. Dit is een leemte in de tekst. Bovendien lijkt deze oplossing op de processie van Echternach en wordt de stap vooruit, die door het wetsontwerp wordt mogelijk gemaakt, toch gevolgd door een stap achteruit. De kans is immers reëel dat de meeste ouders kiezen voor de suppletieve oplossing, als gevolg waarvan de bestaande discriminatie wordt bestendigd.

De heer Courtois is het eens met de vorige spreekster dat de Senaat is terecht gekomen in een slecht spektakel. De publieke opinie ging er immers van uit dat de nieuwe regeling werd goedgekeurd en begrijpt er nu niets meer van.

De heer Vanlouwe is van oordeel dat de Senaat een reflectiekamer moet zijn en moet kunnen reflecteren over bepaalde gevoeligheden en lacunes die in een wetsontwerp vervat zijn. Het is dan ook bizar om een senator die deel uitmaakt van de parlementaire meerderheid te horen vragen om geen amendementen in te dienen omdat, indien ze zouden worden aangenomen, het wetsontwerp terug naar de Kamer moet worden verzonden. De chaos is evenwel gecreëerd door de verdeeldheid binnen de parlementaire meerderheid. De chaos vandaag is nog groter dan dit het geval was in het chaotisch verloop van de werkzaamheden in de Kamer van volksvertegenwoordigers gelet op, enerzijds, het aantal amendementen dat vanuit de meerderheid wordt ingediend en, anderzijds, de vraag vanuit diezelfde meerderheid om hierover geen debat te houden. Het is niet duidelijk of een door de Senaat geamendeerd wetsontwerp nog tijdig door de Kamer kan worden besproken. De minister dient deze duidelijkheid te verschaffen.

Quant au fond, M. Vanlouwe trouve que la ministre est très sélective lorsqu'elle affirme que tout le monde est acquis à la cause de la réglementation proposée. Nombreux sont ceux qui ont en effet une autre opinion en la matière, comme le montrent les réactions qui sont parvenues à l'intervenant. L'adhésion n'est pas aussi forte que le laisse entendre la ministre et il y a de profondes divergences au sein même de la majorité parlementaire. Il faut dès lors se garder de réaliser au galop quelques modifications drastiques qui auront un effet immédiat sur tout le monde. Beaucoup pensent en effet que la logique même veut que le nom du père soit transmis automatiquement. Cette tradition remonte à l'époque napoléonienne et elle est profondément enracinée. Il ressort de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle que le législateur n'est pas incité à procéder à une modification législative et que les mères ne sont pas discriminées parce qu'elles ne peuvent pas transmettre leur nom de famille à l'enfant. L'intervenant reconnaît que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme est différente, mais cela montre uniquement qu'il faut être prudent et qu'il ne faut pas tout simplement suivre la tendance consistant à considérer la réglementation existante comme discriminatoire.

Cela est d'autant plus vrai qu'il apparaît à présent que le projet de loi à l'examen a été élaboré avec beaucoup d'improvisation. Un texte est déposé par le gouvernement, puis des amendements sont déposés, ceux-ci sont ensuite retirés au profit d'autres amendements, et enfin des amendements déposés initialement sont redéposés. En outre, d'autres intervenants ont déjà indiqué que le projet de loi est en contradiction avec la proposition de loi amendée portant établissement de la filiation de la coparente (doc. Sénat, n° 5-2445/1) que la commission de la Justice du Sénat a adoptée le 26 mars 2014. Le projet de loi est sans conteste truffé de problèmes relevant de la technique juridique.

Nombre de questions restent sans réponse, comme par exemple celle à propos des personnes qui ont déjà un double nom, à la suite d'une adoption notamment. Quel nom sera transmis à leur enfant ? *Quid* des personnes qui cohabitent légalement aujourd'hui et dont l'enfant naît après la fin de leur relation ? Qu'en est-il de la déclaration de naissance ? L'officier de l'état civil ne peut que prendre acte de cette déclaration. Dans le cadre de la simplification administrative, M. Vanlouwe plaide pour que cette déclaration soit effectuée à la maternité, mais ce n'est pas le cas pour le moment, bien qu'il existe un consensus social à cet égard.

Il reste par ailleurs des tas de questions sans réponse. Qu'entend-t-on au juste par les notions de « nom » et de « nom composé » ? Le nom de certaines personnes est composé de trois mots ou plus, comme

Ten gronde, vindt de heer Vanlouwe dat de minister wel heel selectief is wanneer zij beweert dat eenieder voor de voorgestelde regeling gewonnen is. Vele mensen hebben hierover immers een andere mening, zo blijkt uit de reacties die spreker ontving. Het draagvlak is niet zo groot als de minister het voorstelt en zelfs binnen de parlementaire meerderheid zijn er ernstige meningsverschillen. Men moet dan ook oppassen om op een drafje enkele ingrijpende wijzigingen door te voeren die eenieder onmiddellijk raken. Velen vinden het immers de logica zelf dat de naam van de vader automatisch wordt doorgegeven. Deze traditie stamt uit de Napoleontische tijd en is sterk ingeworteld. Uit de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof blijkt dat de wetgever niet wordt aangespoord tot een wetswijziging en dat moeders niet worden gediscrimineerd doordat zij hun familiennaam niet kunnen doorgeven aan het kind. Spreker erkent dat de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens en de Fundamentele Vrijheden anders is, maar dit toont alleen maar aan dat men voorzichtig moet zijn en niet zomaar moet meegaan met de tendens om de bestaande regeling als discriminatoir te beschouwen.

Dit geldt des te meer nu blijkt dat het voorliggend wetsontwerp getuigt van kunst- en vliegwerk. Er wordt een tekst ingediend door de regering, daarop worden amendementen ingediend, die vervolgens ingetrokken worden ten voordele van andere amendementen, en dan worden initieel ingediende amendementen heringediend. Bovendien hebben andere sprekers er reeds op gewezen dat het wetsontwerp in tegenspraak is met het geamendeerde wetsvoorstel houdende de vaststelling van de afstamming van de meemoeder (stuk Senaat, nr. 5-2445/1) dat de Senaatscommissie voor de Justitie op 26 maart 2014 heeft aangenomen. Het staat buiten kijf dat het wetsontwerp bol staat van de technisch-juridische problemen.

Vele vragen blijven onbeantwoord, zoals bijvoorbeeld voor personen die vandaag reeds een dubbele naam hebben, onder meer ingevolge adoptie. Welke naam wordt dan doorgegeven aan het kind van een dergelijk persoon ? *Quid* met diegenen die vandaag wettelijk samenwonen en een kind verwekken dat pas geboren wordt nadat de relatie stuk is gelopen ? Hoe zit het met de aangifte van de geboorte ? De ambtenaar van de burgerlijke stand kan slechts akte nemen van deze aangifte. In het kader van de administratieve vereenvoudiging pleit de heer Vanlouwe om dit ook in de materniteit te laten gebeuren, maar dit is vooralsnog niet het geval hoewel hiervoor een maatschappelijk draagvlak bestaat.

Verder blijven er tal van vragen onbeantwoord. Wat verstaat men precies onder de begrippen «naam» en «samengestelde naam» ? De naam van sommige personen bestaat uit drie of meer woorden, zoals

« Van den Driessche » par exemple. Est-ce un nom simple ou un double nom ? Qu'en est-il de l'orthographe du double nom ? Faut-il insérer un trait d'union par exemple ?

L'article 13 du projet de loi traite de l'entrée en vigueur et prévoit que la loi entrera en vigueur à la date fixée par le Roi, et, au plus tard, le premier jour du douzième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*. Ce délai est nécessaire afin de pouvoir préparer la circulaire contenant les dispositions pratiques requises, comme l'a déclaré la ministre à la Chambre. Certains éléments qui auraient dû figurer dans la loi seront prévus dans une circulaire, d'après M. Vanlouwe.

Enfin, M. Vanlouwe indique que la ministre invoque un consensus au sein du gouvernement, après quoi elle a déposé des amendements au projet de loi. La ministre a ensuite déposé de nouveaux amendements et des sénateurs de la majorité parlementaire ont encore déposé d'autres amendements. On ne voit donc pas clairement quel est le point de vue du gouvernement et de la majorité et quelle orientation on entend suivre. Cela s'ajoute au flou juridique et technique qui est à l'origine de nombre de questions en suspens.

La ministre veut répondre à la place de M. Vanlouwe aux réactions qu'il a reçues. Le projet de loi offre effectivement aux parents la possibilité de choisir et absolument rien ne doit changer pour les personnes qui ne veulent pas recourir à cette possibilité. Il s'agit de la spécificité du projet de loi, c'est-à-dire qu'il est à la fois possible de respecter une tradition, si on le souhaite, et d'opter pour le double nom. Il s'agit donc d'un progrès majeur qui permet d'éviter que notre pays ne soit condamné par la Cour européenne des droits de l'homme.

La ministre reconnaît que le projet de loi n'est pas parfait, mais insiste sur le fait qu'il s'inscrit sur la voie de la progressivité d'une société qui s'adapte. Par la suite, on pourra éventuellement aller plus loin et opter pour un double nom intégral; il se pourrait tout autant que la réglementation qui est actuellement proposée reste d'application deux cents ans à l'instar de la réglementation existante.

Concernant la procédure, la ministre fait remarquer qu'une série d'amendements actuellement à l'examen ont été rejetés à la Chambre des représentants. Elle estime dès lors qu'il n'est nullement certain que les amendements qui ont été adoptés au Sénat le seront également par la Chambre des représentants. Elle plaide dès lors pour que le projet de loi soit adopté sans modification, sans quoi il ne sera peut-être pas possible de progresser durant la présente législature

bijvoorbeeld « Van den Driessche ». Is dit een enkelvoudige dan wel een dubbele naam ? Hoe zit het met de schrijfwijze van de dubbele naam ? Moet bijvoorbeeld een koppelteken worden gegeven ?

Artikel 13 van het wetsontwerp handelt over de inwerkingtreding en bepaalt dat de wet in werking treedt op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Deze tijd is nodig om de omzendbrief met de nodige praktische schikkingen te kunnen voorbereiden, zo verklaarde de minister in de Kamer. Bepaalde elementen die in de wet hadden moeten staan, zullen volgens de heer Vanlouwe in een omzendbrief worden bepaald.

Ten slotte wijst de heer Vanlouwe erop dat de minister zich beroept op een consensus binnen de regering, waarop zij vervolgens amendementen indiende op het wetsontwerp, die gevolgd werden door nieuwe amendementen van de minister en door nog andere amendementen die werden ingediend door senatoren die deel uitmaken van de parlementaire meerderheid. Het is dan ook geenszins duidelijk wat het standpunt van de regering en van de meerderheid is en welke richting men wil uitgaan. Dit komt bovenop de juridisch-technische onduidelijkheid die tot heel wat onbeantwoorde vragen leidt.

De minister wil in de plaats van de heer Vanlouwe antwoorden op de reacties die hij heeft ontvangen. Het wetsontwerp biedt wel degelijk de keuzemogelijkheid voor de ouders en voor wie hiervan geen gebruik wil maken hoeft er helemaal niets te veranderen. Dit is het unieke aan het wetsontwerp : men kan een bestaande traditie in ere houden als men wil, maar men heeft ook de keuze om voor de dubbele naam te kiezen. Daarom is dit een belangrijke stap vooruit die vermindert dat ons land zal worden veroordeeld door het Europees Hof voor de rechten van de mens en de Fundamentele Vrijheden.

De minister ontkennt niet dat het wetsontwerp niet perfect is, maar beklemtoont dat het zich inschrijft in de weg van de geleidelijkheid van een samenleving die zich aanpast. Mogelijk kan men in de toekomst verder gaan en opteren voor een volledig dubbele naamgeving; het zou eveneens kunnen dat de thans voorgestelde regeling tweehonderd jaar geldig blijft zoals dit het geval was met de bestaande.

Nopens de procedure, merkt de minister op dat een aantal amendementen die vandaag voorliggen, werden verworpen in de Kamer van volksvertegenwoordigers. Zij is dan ook van oordeel dat het geenszins zeker is dat amendementen die in de Senaat worden aangenomen ook door de Kamer van volksvertegenwoordigers zullen worden aangenomen. Daarom pleit zij ervoor het wetsontwerp ongewijzigd aan te nemen. Anders zal tijdens deze legislatuur wellicht geen stap

dans une matière qui fait l'objet de discussions depuis des décennies déjà. Ce serait un mauvais signal. Tout comme dans d'autres dossiers qu'elle a portés à la discussion — la réforme de la justice, l'exécution de la peine, l'élimination des listes d'attente, ... —, elle espère pouvoir réaliser un progrès majeur en l'espèce. Il en va évidemment de la responsabilité du parlement de juger si la volonté existe ou non d'abolir une législation patriarcale et discriminatoire en vigueur qui est susceptible d'entraîner une condamnation internationale de notre pays.

Mme Piryns souhaite préciser le point de vue général de Groen. Son groupe est un fervent partisan de l'octroi de la liberté de choix et de la possibilité d'un double nom. Nombreux sont ceux qui estiment qu'il est essentiel de pouvoir donner un double nom à l'enfant. Aux yeux de l'intervenante, le fait que, jusqu'à présent, les femmes ne pouvaient pas transmettre leur nom à leur enfant constituait une véritable discrimination.

L'intervenante déplore et ne comprend pas que cette matière fasse entre-temps l'objet de jeux politiciens insensés. Qu'y a-t-il de si problématique dans le projet à l'examen ? Donner un double nom n'est d'ailleurs pas obligatoire.

Le groupe de l'intervenante estime en revanche que le projet à l'examen présente une série de manquements. L'homme reçoit *de facto* un droit de véto si le couple ne parvient pas à s'accorder sur le nom de son enfant. Il est regrettable qu'il soit prévu d'accorder un droit de véto à l'un des deux partenaires, en l'occurrence au père, dans un projet de loi qui vise précisément à abolir une discrimination. L'intervenante aurait aimé qu'il en soit autrement, mais elle estime qu'il est à présent trop tard pour apporter une solution. Elle soutiendra donc le projet de loi à l'examen de manière à faire malgré tout un pas dans la bonne direction.

Mme Taelman tient à répliquer aux membres qui estiment que la législation actuelle est satisfaisante et que la Cour constitutionnelle n'a pas encore rendu d'arrêt en la matière. L'intervenante renvoie à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui, le 7 janvier 2014, a établi que notre législation, tout comme la législation italienne, pose effectivement un problème. Le projet de loi à l'examen constitue un pas dans la bonne direction et répond aux observations de la CEDH. « La Cour est d'avis que dans le cadre de la détermination du nom de famille à attribuer à leur « enfant légitime », des personnes se trouvant dans des situations similaires, à savoir l'un et l'autre des requérants, respectivement père et mère de l'enfant, ont été traitées de manière différente. En effet, à la différence du père, la mère n'a pas pu obtenir l'attribution de son nom de famille au nouveau-né, et ce en dépit de l'accord de son époux. (...) La Cour a

vooruit kunnen worden gezet in een aangelegenheid waarover reeds decennialang wordt gediscussieerd. Dit zou een slecht signaal zijn. Zoals in andere dossiers die zij heeft aangebracht — de justitiehervorming, de strafuitvoering, het wegwerken van de wachtlijsten, ... — hoopt zij hier een belangrijke stap te kunnen zetten. Vanzelfsprekend is het de verantwoordelijkheid van het parlement om erover te oordelen of men een bestaande, patriarchale en discriminatoire wetgeving die mogelijk aanleiding geeft tot een internationale veroordeling van ons land al dan niet wil wegwerken.

Mevrouw Piryns wenst het algemeen standpunt van Groen toe te lichten. Haar fractie is bijzonder te vinden voor het verlenen van een vrije keuze en mogelijkheid voor de dubbele naamgeving. Heel wat mensen vinden het belangrijk het kind een dubbele naam te kunnen geven. Spreekster vindt het een ware discriminatie dat vrouwen tot op heden hun naam niet konden doorgeven.

Spreekster betreurt en begrijpt niet dat intussen rond dit onderwerp een waanzinnig politiek spelletje werd gespeeld. Wat is er zo ingewikkeld aan voorliggend ontwerp ? De dubbele naamgeving is trouwens geen plicht.

De fractie van spreekster vindt wel dat het voorliggend ontwerp een aantal tekortkomingen vertoont. *De facto* wordt er immers een vetorecht aan de man gegeven als het koppel er niet in slaagt overeenstemming te vinden over de naam van hun kind. Het is jammer dat in een wetsontwerp dat net probeert een discriminatie op te heffen een vetorecht wordt gegeven aan één van beide partners, meer bepaald aan de vader. Spreekster had het graag anders gezien, maar meent dat het nu te laat is om dat nog op te lossen. Aldus zal zij het voorliggende wetsontwerp steunen, om aldus toch een stap in de goede richting te zetten.

Mevrouw Taelman wil repliek verlenen op de leden die menen dat de huidige wetgeving voldoet en dat het Grondwettelijk Hof hierover nog geen arresten heeft gewezen. Spreekster verwijst naar de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens, waaruit blijkt dat onze wetgeving, net als de Italiaanse wetgeving toen, op 7 januari 2014, wel degelijk een probleem vormt. Het voorliggende wetsontwerp is een stap in de goede richting en komt tegemoet aan de bemerkingen van het EHRM. « Het Hof erkent dat twee personen in gelijke situaties, namelijk de vader en de moeder, ongelijk worden behandeld; ondanks het feit dat de vader akkoord ging mocht de moeder haar naam niet aan de pasgeborene geven. Het Hof besluit tot een schending van artikel 14 en artikel 8, omdat de bepaling van de naam van de wettelijke kinderen enkel en alleen gemaakt werd op een discriminatie gebaseerd op het geslacht van de ouders.

conclu à la violation de l'article 14 de la Convention, combiné avec l'article 8 (...) La détermination du nom de famille des « enfants légitimes » s'est faite uniquement sur la base d'une discrimination fondée sur le sexe des parents. La Cour (...) elle-même a reconnu que le système en vigueur procède d'une conception patriarcale de la famille et des pouvoirs du mari. Si la règle voulant que le nom du mari soit attribué aux « enfants légitimes » peut s'avérer nécessaire en pratique et n'est pas forcément en contradiction avec la Convention (...), l'impossibilité d'y déroger lors de l'inscription des nouveau-nés dans les registres d'état civil est excessivement rigide et discriminatoire envers les femmes. »

Le texte à l'examen ménage la société dans laquelle la conception patriarcale semble encore primer tout en laissant le choix, si les parents le veulent, d'utiliser le nom de la mère, ce qui répond donc aux considérations de la Cour à propos de la condamnation de l'Italie.

L'intervenante conclut en renvoyant à l'article dans le *Juristenkrant* de fin mars. Les personnes qui prétendent encore qu'il n'est pas question de discrimination et que la situation actuelle doit être maintenue n'ont plus d'argument au regard de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme.

M. Laeremans estime que, ces dernières années, la Cour européenne des droits de l'homme outrepasse ses compétences. Il s'agit en l'espèce d'une législation qui remonte à des centaines d'années et qui est en outre favorables aux femmes. La Cour européenne agit en l'occurrence comme un « gouvernement des juges » et se mêle constamment d'affaires, telles que l'asile également, dans lesquelles elle se substitue à une autorité ou à un État membre de l'UE, ce qui suscite la colère de différents États. À diverses reprises, la Grande-Bretagne s'est ainsi déjà opposée à la Cour. Le président de la Cour constitutionnelle belge a lui aussi déjà marqué maintes fois son opposition et signale que la Cour européenne outrepasse très gravement ses compétences en agissant à la place des législateurs. La législation qui existe depuis des décennies dans les États membres démocratiques de l'UE est ainsi tout simplement réduite à néant. Cette méthode est dangereuse puisque le législateur se voit privé de toute autonomie. La Cour européenne des droits de l'homme avait pour mission de veiller au respect des conventions du Conseil de l'Europe et exerçait en quelque sorte la fonction de chien de garde, mais n'était pas censée se substituer au législateur.

L'intervenant trouve que l'article qui est paru dans le *Juristenkrant* est très tendancieux et militant. L'intervenant renvoie plutôt à l'avis du professeur Senaeve, qui a été entendu à la Chambre et au Comité d'avis pour l'égalité des chances, qui est plus réfléchi et plaide pour davantage de retenue.

Daarnaast erkent het Hof dat dit soort regels gegrond zijn in een patriarchale opvatting van de familie en de macht van de echtgenoot. Dit soort regels kunnen nodig zijn in de praktijk en zijn niet altijd in strijd met het verdrag, MAAR het feit dat geen afwijking mogelijk is, is buitensporig star en discriminatoir tegenover vrouwen. »

De voorliggende tekst geeft enerzijds comfort aan de maatschappij waar de patriarchale opvatting nog lijkt te primeren, maar geeft anderzijds de keuze, indien de ouders het willen, om ook de naam van de moeder te gebruiken. Dat komt dus tegemoet aan de overwegingen van het Hof bij de veroordeling van Italië.

Sprekster besluit met de verwijzing naar het artikel in de *Juristenkrant* van eind maart. Wie nu nog pleit dat er geen sprake is van discriminatie en dat de huidige situatie moet behouden worden, heeft, gelet op de uitspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens, geen poot meer om op te staan.

De heer Laeremans meent dat het Europees Hof voor de rechten van de mens de laatste jaren zijn boekje heel zwaar te buiten gaat. Het gaat hier om wetgeving die honderden jaren oud is en bovendien vrouwvriendelijk is. Het Europees Hof ageert hier als een soort « *gouvernement de juges* » en mengt zich voortdurend in zaken, zoals ook asiel, waarbij het zich in de plaats stelt van een overheid of een Europese lidstaat. Dit wekt de woede op van verscheidene staten. Zo heeft Groot-Brittannië zich reeds meerdere malen tegen het Hof verzet. Ook de voorzitter van het Belgisch grondwettelijk Hof heeft hierop reeds verschillende keren verzet en merkt op dat het Europees Hof zeer zwaar zijn boekje te buiten gaat en in de plaats treedt van wetgevers. Aldus wordt wetgeving die in democratische Europese lidstaten reeds decennia lang bestaat zomaar onderuit gehaald. Deze werkwijze houdt gevaren in, aangezien de wetgever geen enkele autonomie meer krijgt. Het Europees Hof voor de rechten van de mens diende om de naleving van de verdragen van de Raad van Europa te bewaken en had aldus een soort waakhondfunctie, maar niet om in de plaats te treden van de wetgever.

Spreker vindt het artikel dat in de *Juristenkrant* is verschenen zeer tendentieus en militant geschreven. Spreker verwijst eerder naar het advies van professor Senaeve die in de Kamer en het Adviescomité gelijke kansen werd gehoord, dat meer beredeneerd is en voor meer terughoudendheid pleit.

L'intervenant souhaite également exprimer son irritation quant à la façon dont on veut faire passer de force un dossier d'une telle importance. Il renvoie aux interviews de M. Raf Terwingen qui était très en colère à propos des modalités du vote à la Chambre et de la manière dont les partis ont été mis sous pression. On s'est moqué de l'opinion individuelle et de la liberté de penser des parlementaires.

L'intervenant reste opposé à la modification législative proposée. La Belgique n'a d'ailleurs pas été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme. Il existe d'ores et déjà en Belgique une certaine possibilité de choix et notre législation n'est pas une copie de la législation italienne. Le jugement de la Cour constitutionnelle revêt plus d'importance en la matière, étant donné qu'il porte essentiellement sur l'égalité et la discrimination.

Il n'est pas sain d'adopter une législation en toute hâte et in extremis, *a fortiori* au sujet de matières qui concernent l'ensemble de la société. Tous les parents d'enfants mineurs sont en l'occurrence placés devant leurs responsabilités. Des sondages ont révélé que les modifications à l'examen ne sont pas souhaitables pour la majorité des citoyens.

L'intervenant estime que la législation existante n'est pas discriminatoire pour la mère, mais démontre, au contraire, la grande responsabilité du père envers la mère et l'enfant. Le père a en effet un lien naturel beaucoup moins marqué avec l'enfant que la mère et l'attribution de son nom constitue dès lors une compensation. Le lien avec ses enfants est ainsi renforcé, ce qui l'appelle d'emblée et dans une plus grande mesure à continuer à remplir ses obligations envers sa progéniture, également dans les périodes difficiles ou en cas de divorce. À une époque où le divorce est devenu monnaie courante et où on tente fréquemment de se soustraire à l'obligation alimentaire, il n'est pas souhaitable d'affaiblir le lien entre le père et l'enfant. Des professeurs progressistes, tels que le professeur Senaeve, sont eux aussi sur la même longueur d'onde. Ils soulignent également les nouveaux conflits qui sont susceptibles d'éclater au sein des familles à cause des nombreuses possibilités de choix. Le professeur Senaeve affirme que l'État n'a pas pour vocation de donner davantage à ceux qui ont déjà ni à être moins généreux envers ceux qui ont peu ou qui n'ont rien. La nouvelle législation permet en effet d'attribuer uniquement le nom de la mère. L'intervenant considère qu'il est également dans l'intérêt de l'enfant de renforcer le lien avec le père. Le nom est un moyen psychologique permettant de mieux impliquer le père dans son rôle auprès de l'enfant et de le stimuler à s'occuper d'emblée des soins et de l'éducation. Le nom renforce le sens des responsabilités. À cet égard, l'attribution du nom revêt une valeur pédagogique majeure. Le législateur enverrait un mauvais signal s'il reléguait cette compensation

Spreker wenst ook zijn ergernis uit te drukken over de wijze waarop men zo een belangrijke zaak wil forceren. Hij verwijst naar de interviews met Raf Terwingen die zeer boos was over de manier waarop de stemming in de Kamer heeft plaatsgevonden en over de manier waarop de partijen onder druk werden gezet. Er werd hier een loopje genomen met de individuele mening en de vrijheid van denken van de parlementsleden.

Spreker blijft gekant tegen de voorgestelde wetswijziging. België is trouwens niet veroordeeld door het Europees Hof voor de rechten van de mens. Er bestaat vandaag in België reeds een zekere keuzemogelijkheid en onze wetgeving is geen kopie van de Italiaanse wegeving. Het oordeel van het Grondwettelijk Hof is ter zake belangrijker, aangezien dit in essentie oordeelt over gelijkheid en discriminatie.

Op de valreep wetgeving in alle haast goedkeuren, is niet gezond, des te meer over materies waarbij de hele samenleving betrokken is. Alle ouders van minderjarige kinderen worden hier op hun verantwoordelijkheid gewezen. Uit peilingen is gebleken dat het merendeel van de samenleving voorliggende wijzigingen niet gewenst acht.

Spreker is van oordeel dat de bestaande wijziging niet discriminerend is voor de moeder, maar integendeel wijst op de grote verantwoordelijkheid van de vader jegens moeder en kind. De vader heeft immers een veel kleinere natuurlijke band met het kind dan de moeder en de toekenning van de naam zorgt dan ook voor een compensatie. De band met zijn kinderen wordt hierdoor versterkt waardoor hij meteen extra geroepen is om zijn verplichtingen ten aanzien van zijn nakomeling te blijven voldoen, ook in tijden van moeilijkheden of bij echtscheiding. In tijden waar echtscheiding schering en inslag is en de poging zich te onttrekken aan de alimentatieplicht veelvuldig voorkomt is het niet wenselijk de band tussen vader en kind te verzakken. Ook progressieve professoren zoals professor Senaeve staan op dezelfde golflengte. En wijzen op nieuwe conflicten die binnen de gezinnen kunnen ontstaan door de vele keuzemogelijkheden. Het is niet de opdracht van de overheid om aan degenen die reeds hebben nog meer te geven en aan degenen die niets of weinig hebben, niets te gunnen, zo stelt professor Senaeve. De nieuwe wetgeving maakt het immers mogelijk alleen de naam van de moeder te geven. Het lijkt spreker ook in het belang van het kind dat de band met de vader wordt versterkt. De naam is een psychologisch middel om de vader beter bij het kind te betrekken en hem te stimuleren om zich vanaf het begin in te laten met zijn verzorging en opvoeding. Het geeft een bijkomend verantwoordelijkheidsgevoel. In die zin heeft de naamgeving een belangrijke pedagogische waarde voor die rechtsonderhorigen. Het zou een verkeerd signaal zijn van de wetgever om op een tijdstip waarop een niet onaan-

symbolique à l'histoire juridique à une époque où une partie non négligeable des pères manquent à leurs devoirs. Dans le cadre d'un divorce, la résidence principale des enfants est, dans 80 % des cas, chez la mère. Il faut également accorder de l'importance à la valeur historique et culturelle lors de l'examen du droit actuel relatif au nom. La prudence est de mise, d'après le professeur Senaeve, qui renvoie à cet égard à l'arrêt du 6 novembre 2002 de la Cour constitutionnelle.

La différence de traitement ne suffit pas pour considérer la réglementation en vigueur comme discriminatoire. La discrimination consiste en effet à traiter différemment dans des situations comparables. Tel n'est pas le cas en l'espèce.

Il existe d'ailleurs une autre possibilité si on ne veut pas que l'enfant porte le nom du père, à savoir se marier seulement lorsque les enfants sont déjà nés.

Le professeur Senaeve affirme également que des réformes majeures doivent rencontrer l'adhésion de la majorité de la population, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Les nombreux choix et possibilités créeront un véritable chaos et des difficultés au sein des ménages et des familles. Choisir c'est perdre. Les jeunes couples seront mis sous pression pour déterminer, lors de la première grossesse, lequel des deux partenaires laissera tomber son nom. Le parent qui acceptera de ne pas transmettre son nom sera exposé à de nombreuses critiques de la part de la famille et de l'entourage. L'instauration d'un système de libre choix revient nécessairement à déclencher des discussions et des contestations, ce qui ne favorisera pas la cohésion dans un ménage généralement jeune.

Cette réglementation va en outre encore beaucoup plus loin. La discussion est aussi imposée à toutes les familles comptant des enfants mineurs.

D'après le professeur Senaeve, les différentes combinaisons possibles conduiront à une situation chaotique. Il ne sera plus possible de distinguer de quelle famille provient l'enfant sur la base de son nom. Il s'agit d'une régression. L'intervenant renvoie également à l'avis de M. Swennen qui partage son point de vue et n'est pas favorable à la modification de la législation en vigueur. Si la législation était tout de même modifiée, il se déclare partisan du double nom. L'intervenant affirme également qu'aucun motif juridique ne justifie une modification, parce que la législation actuelle relative à l'attribution du nom n'est discriminatoire ni selon le droit belge ni selon la CEDH. Si le droit de choisir est attribué, il devrait revenir à l'enfant plutôt qu'aux parents. L'enfant pourrait dans ce cas changer son nom entre dix-huit et vingt-deux ans, par analogie avec le choix de la nationalité. Le choix peut causer des conflits entre les parents et entre les familles.

zienlijk deel van de vaders het laat afgeweten, deze compensatie in symboliek naar de rechtsgeschiedenis te verwijzen. In 80 % van de gevallen bij scheiding hebben de kinderen de hoofdverblijfplaats bij de moeder. Bij de beoordeling van het huidige naamrecht moet ook belang worden gehecht aan de cultureel historische waarde. Voorzichtigheid is geboden, volgens professor Senaeve, die hierbij verwijst naar de uitspraak van het grondwettelijk Hof van 6 november 2002.

Het verschil in behandeling volstaat niet om de geldende regeling als discriminatoir te beschouwen. Discriminatie houdt immers ongelijk te behandelen in gelijke situaties. Dat is *in casu* niet het geval.

Er bestaat trouwens een alternatief als men de naam van de vader niet wil voor het kind, namelijk pas in het huwelijk te treden als de kinderen er al zijn.

Professor Senaeve stelt ook dat belangrijke hervorming dienen te worden gedragen door de meerderheid van de bevolking. Dit is niet het geval.

De vele keuzes en mogelijkheden zullen leiden tot een ware chaos en moeilijkheden creëren binnen de gezinnen en de families. Kiezen is verliezen. Druk zal worden opgelegd aan jonge paren om tijdens de eerste zwangerschap uit te maken wie van beiden zijn naam zal laten vallen. De ouder die akkoord gaat zijn naam niet door te geven zal zich blootstellen aan heel wat verwijten van familie en omgeving. Het invoeren van een systeem van keuzevrijheid komt noodgedwongen neer op het uitlokken van discussies en bewistingen, wat de cohesie in een doorgaans jong gezin niet zal bevorderen.

Bovendien gaat deze regeling nog veel verder. De discussie wordt ook opgelegd aan alle gezinnen met minderjarige kinderen.

Volgens professor Senaeve zullen de verschillende mogelijke combinaties leiden tot een chaotische toestand. Op basis van de naam van het kind kan men niet meer uitmaken uit welk gezin hij komt. Dat is een achteruitgang. Spreker verwijst ook naar het advies van de heer Swennen die zich op dezelfde golfengte bevindt en geen voorstander is van de wijziging van de vigerende wetgeving ter zake. Indien de wetgeving toch zou worden gewijzigd, verklaart hij zich voorstander van een dubbele naamgeving. Spreker stelt ook dat er geen juridische reden is voor een wijziging, omdat de huidige naamwetgeving noch volgens het Belgisch recht noch volgen het EVRM discriminerend is. Indien er een keuzerecht wordt toegekend, zou dit eerder aan het kind moeten toekomen en niet aan de ouders. Het kind zou dan, naar analogie met de nationaliteitskeuze op de leeftijd tussen achttien en tweeëntwintig, zijn naam kunnen wijzigen. De keuze kan tot conflicten tussen ouders en families leiden.

Il y a également la problématique des enfants mineurs plus âgés qui ont déjà bâti une identité autour de leur nom. Ils peuvent se voir soudainement placés face à la décision de leurs parents qui veulent donner ou ajouter un autre nom. Qu'en est-il des droits de l'enfant ? L'enfant est victime de toute cette pagaille. Dans les mesures transitoires, rien n'est prévu concernant un éventuel droit de véto de l'enfant.

Le professeur Renchon signale lui aussi que, en dehors du mariage, le père et la mère disposent en réalité de la possibilité de choisir, en sélectionnant de manière optimale la date à laquelle le père reconnaît l'enfant. Rien n'oblige à adapter la législation.

La professeur Sosson a déclaré, quant à elle, que l'arrêt de la CEDH est sujet à différentes interprétations. Quelle que soit la réglementation adoptée, on ouvre la porte à des conflits.

Concernant le régime transitoire, le professeur Senaeve affirme qu'il serait préférable que les personnes nées sous l'empire de l'ancienne loi conservent leur nom. Si le législateur procède à une modification législative radicale, il faudra tracer une frontière nette en vue d'éviter les conflits. Il est indiqué de ne pas prévoir de régime transitoire.

L'intervenant considère qu'un régime transitoire témoigne d'un revanchisme pitoyable, qui aura des discussions gênantes pour conséquence. Dans tous les cas, la règle de base devrait être que la nouvelle réglementation s'appliquera à l'avenir et ne sera pas rétroactive. Il n'est pas acceptable de jouer avec l'identité de jeunes gens. Souvent, ces derniers sont déjà en quête d'une identité et cette modification crée une difficulté supplémentaire. Si l'enfant ne porte pas le nom de la mère, on pourrait lui reprocher d'avoir une mère faible qui se laisse influencer par un mari dominateur.

Il faut aussi être conscient du fait que la réglementation causera une multitude de difficultés administratives. Il faudra modifier tous les actes de l'état civil.

La réglementation ne rencontre pas l'adhésion de la société qui se soucie plutôt de choses essentielles, par exemple le fonctionnement de la Justice.

M. Laeremans renvoie enfin au point de vue de Mia Doornaert qui a écrit une tribune libre intéressante dans le journal *De Standaard* du 23 juillet 2013 : « Le fait que la pauvreté et la précarité touchent particulièrement les femmes seules avec des enfants est une réalité sociale que l'on peut démontrer de manière dramatique. Cette tendance est encore renforcée dans une société dans laquelle les liens familiaux sont

Er is ook de problematiek van de oudere minderjarige kinderen, die reeds een identiteit hebben opgebouwd rond hun naam. Plots kunnen zij worden geconfronteerd met de beslissing van de ouders die een andere naam willen geven of toevoegen. Wat met de rechten van het kind ? Het kind wordt slachtoffer van het hele gedoe. In de overgangsmaatregelen wordt niets voorzien inzake een mogelijk vetorecht van het kind.

Ook professor Renchon wijst erop dat de vader en de moeder buiten het huwelijk in werkelijkheid over een keuzemogelijkheid beschikken, door de datum waarop de vader het kind erkent zo goed mogelijk te kiezen. Er is geen verplichting de wetgeving aan te passen.

Professor Sosson stelde op haar beurt dat het arrest van het EHRM aanleiding geeft tot verschillende interpretaties. Welke regeling men ook aanneemt, deze zal de weg naar conflicten openen.

Met betrekking tot de overgangsregeling, stelt professor Senaeve dat het beter zou zijn dat wie onder de oude wet geboren is, zijn of haar naam behoudt. Indien de wetgever een radicale wetswijziging doorvoert, moet, met het oog op het vermijden van conflicten, een duidelijke grens worden betrokken. Het is aangewezen niet in een overgangsregeling te voorzien.

Een overgangsregeling getuigt volgens spreker van een zielig revanchisme, die gênante discussies tot gevolg zal hebben. De basisregel zou in ieder geval moeten zijn dat de nieuwe regeling voor de toekomst geldt en niet voor het verleden. Het gaat niet op te spelen met de identiteit van jonge mensen. Vaak zijn deze reeds op zoek naar identiteit en deze wijziging creëert een bijkomende moeilijkheid. Als het kind de naam van de moeder niet draagt, zou men het kunnen verwijten een zwakke moeder te hebben die zich laat beïnvloeden door een dominante vader.

Men moet ook beseffen dat de regeling voor heel wat administratieve moeilijkheden zal zorgen. Alle akten van burgerlijke stand zullen moeten worden gewijzigd.

De regeling is niet gedragen door de maatschappij; de maatschappij ligt veeleer wakker van essentiële zaken met betrekking tot verwijten over de werking van Justitie.

De heer Laeremans verwijst ten slotte naar het standpunt van Mia Doornaert die op 23 juli 2013 een interessante vrije tribune schreef in *De Standaard*: « Het is een dramatisch aantoonbaar maatschappelijk feit dat armoede en kansarmoede in grote mate alleenstaande vrouwen met kinderen treft. Die trend wordt nog versterkt in een samenleving waarin de gezinsband steeds losser wordt. Een wet die toelaat de

toujours plus distendus. Une loi qui autorise d'effacer le nom du père et qui, par conséquent, rend le lien entre le père et l'enfant encore plus ténu ne sert pas les intérêts des femmes et des enfants dans les circonstances concrètes actuelles. » (traduction)

La nouvelle réglementation ne sert donc ni les intérêts des enfants, ni ceux des femmes qui pourraient en conséquence avoir affaire dans une plus grande mesure encore à des ex-maris qui n'assument pas leurs responsabilités envers leurs enfants, ceux-ci ne portant en effet pas leur nom.

De plus, on créera une situation chaotique, comme l'affirme Geert De Kerpel dans *Tertio*: « La ligne généalogique risque d'être perdue ce qui compliquera l'identification des personnes. La loi est présentée comme étant progressive mais nous ramène en réalité des siècles en arrière. Chaque patronyme devient une expression des rapports de force concrets entre les parents. Il considère qu'il serait plus simple d'imposer le double nom comme nouveau critère. Il s'agit en l'espèce d'un « changement pour le changement », comme l'aurait même dit Armand DE DECKER jadis. » (traduction)

Le commissaire flamand aux droits de l'enfant estime que l'on se base sur les droits des parents et non sur ceux de l'enfant.

M. Laeremans conclut que le projet de loi à l'examen ne représente nullement un progrès pour la femme. On vire dans la symbolique et le revanchisme, ce qui aura pour effet de réduire la contribution du père.

90 % de la population partage ce point de vue et n'est pas favorable à la nouvelle loi. On peut ici véritablement parler de fossé avec le citoyen...

Il est déplacé de précipiter l'examen de ce projet de loi au parlement; on ne peut pas faire primer en l'espèce le succès individuel sur l'intérêt général de la société.

M. Hellings constate que vingt-cinq amendements ont été déposés. Ceux-ci ne lèvent pas le droit de veto du père, et n'objectivent pas le choix de l'ordre du nom du père et du nom de la mère. Or, ces deux éléments constituaient les objectifs du groupe de l'intervenant. Par conséquent, les membres de ce groupe voteront contre les amendements. L'orateur souhaite que l'on avance, pour toutes les raisons exposées par les précédents intervenants.

M. Mahoux partage ce dernier souhait, chacun ayant eu la possibilité de s'exprimer.

Il rappelle qu'il s'agit ici d'un projet du gouvernement avec lequel on prend beaucoup de libertés.

naam van de vader uit te vlakken en daardoor de band van vader met kind nog losser maakt, dient in de huidige concrete omstandigheden de belangen van vrouwen en kinderen niet. »

De nieuwe regelgeving is dus noch in het belang van de kinderen, noch in het belang van vrouwen die daardoor nog meer zouden kunnen worden geconfronteerd met gewezen echtgenoten die hun verantwoordelijkheid niet nemen ten aanzien van hun kinderen. Het kind draagt immers hun naam niet.

Er zal bovendien chaos worden gecreëerd, zo stelt ook Geert De Kerpel in *Tertio*: « De stamboomlijn riskeert zoek te geraken, waardoor men personen minder makkelijk kan identificeren. De wet wordt verkocht als progressief, maar draait in werkelijkheid de klok eeuwen terug. Elke familienaam wordt een uiting van concrete machtsverhoudingen tussen de ouders. De dubbele naam opleggen als nieuwe standaard zou volgens hem eenvoudiger zijn. Hier gaat het om een « verandering om de verandering », zoals zelfs senator Armand De Decker eerder zou hebben gesteld. »

De Vlaamse Kinderrechtencommissaris meent dat men uitgaat van de rechten van de ouders en niet van die van het kind.

De heer Laeremans besluit dat voorliggend wetsvoorstel geen vooruitgang betekent voor de vrouw. Men vervalt in symboliek en revanchisme, waardoor de bijstand door de vaders zal verminderen.

Negentig percent van de bevolking deelt deze mening en is geen voorstander van de nieuwe wet. Van een kloof met de burger gesproken...

Het gaat niet op dit wetsontwerp overhaast door het parlement te jagen; men mag het individuele succes hier niet laten primeren op het algemene collectieve belang van de samenleving.

De heer Hellings stelt vast dat er vijfentwintig amendementen werden ingediend. Die heffen het vetorecht van de vader niet op en de keuze van de volgorde waarin de naam van de vader en die van moeder worden geplaatst, wordt er niet door geobjectiveerd. Dat waren echter de twee doelstellingen van de fractie van de spreker. Bijgevolg zullen de leden van die fractie tegen de amendementen stemmen. Spreker wenst vooruitgang te boeken, om alle redenen die door de vorige sprekers werden vernoemd.

De heer Mahoux is het eens met dat laatste, aangezien iedereen de kans heeft gehad om zijn mening te geven.

Hij herinnert eraan dat het een ontwerp van de regering betreft, waarmee erg onzorgvuldig wordt omgesprongen.

Bien qu'un représentant de l'extrême-droite vienne de contester la CEDH, l'État de droit, et la Commission de Venise, et de faire néanmoins référence à l'intérêt général, le texte à l'examen est conforme aux exigences de la Cour européenne des droits de l'homme en termes d'ouverture, et aménage un espace de liberté assorti de limites. L'orateur constate que certains défendent des positions féministes pendant que d'autres, parfois au sein des mêmes formations, contestent le projet parce qu'il met à mal une longue tradition. Les limites qui sont posées empêchent peut-être une complexification administrative largement évoquée.

En tout cas, fondamentalement, et en raison de la stigmatisation de certains enfants qu'elle entraîne, l'obligation du double nom est totalement inacceptable.

Le groupe de l'intervenant adhérant au texte transmis pas la Chambre, il votera contre les amendements présentés, et s'il arrivait que le texte soit substantiellement modifié par rapport à sa version actuelle, il ne l'approuverait pas non plus.

M. Vanlouwe renvoie à ses questions restées sans réponse. L'attention a été attirée sur de très nombreuses lacunes du projet de loi, mais aucune précision n'a été fournie à ce propos.

Une première remarque concerne l'absence de définitions; qu'entend-on par « nom » et par « double nom » ? Faut-il un tiret entre les deux noms ? Pourquoi cela ne figure-t-il pas dans la loi et pourquoi faudrait-il régler cette question par voie de circulaire ?

Quid de la déclaration simplifiée à la maternité ?

Qu'en est-il des noms de famille qui ne figurent pas intégralement sur les documents officiels ? En effet, les doubles noms risquent de poser des problèmes matériels.

Qu'en est-il des personnes qui portent déjà un double nom de famille ?

Enfin, l'intervenant demande comment il sera possible de constater les conflits éventuels si seul le père fait la déclaration.

Étant donné que la législation à l'examen concerne les enfants, il est important qu'elle soit cohérente.

L'intervenant présume que si l'on vote le texte à l'examen dans la précipitation, une loi de réparation sera bien vite nécessaire.

Il déplore également une façon de travailler chaotique, tant à la Chambre qu'au Sénat, qui, en l'occurrence, n'assume pas son rôle de chambre de réflexion.

Hoewel een vertegenwoordiger van extreemrechts zonet de EHRM, de rechtsstaat en de Commissie van Venetië ter discussie stelde en daarbij toch verwees naar het algemeen belang, voldoet de voorliggende tekst aan de vereisten van het Europees Hof voor de rechten van de mens wat openheid betreft, en creëert hij een begrenste ruimte van vrijheid. Spreker stelt vast dat sommigen een feministisch standpunt verdedigen terwijl anderen, soms binnen dezelfde formaties, het ontwerp bekritisieren omdat het een einde maakt aan een lange traditie. De beperkingen verhinderen misschien dat de administratie erg ingewikkeld wordt, een mogelijkheid die uitgebreid werd besproken.

In elk geval is de verplichting tot het geven van een dubbele naam in wezen volstrekt onaanvaardbaar, ook omdat sommige kinderen erdoor worden gestigmatiseerd.

Aangezien de fractie van spreker instemt met de tekst die werd overgezonden door de Kamer, zal ze tegen de ingediende amendementen stemmen, en indien de tekst grondig zou worden gewijzigd, zal ze die evenmin goedkeuren.

De heer Vanlouwe verwijst naar de door hem gestelde vragen waarop geen antwoord werd verschafft. Er is gewezen op heel wat lacunes in het wetsontwerp waarover geen verduidelijking werd verschafft.

Een eerste opmerking betreft het gebrek aan definities; wat verstaat men onder «naam» en onder «dubbele naam» ? Moet er een streepje staan tussen beide namen ? Waarom staat dit niet in de wet en zou dit in een omzendbrief moeten geregeld worden ?

Quid met de vereenvoudigde aangifte op de materniteit ?

Wat met achternamen die niet volledig op officiële documenten staan ? Dubbele namen kunnen immers voor materiële problemen zorgen.

Wat met mensen die nu al een dubbele familienaam hebben ?

Ten slotte vraagt spreker naar de wijze waarop eventuele conflicten kunnen worden vastgesteld als enkel de vader aangifte doet.

Aangezien deze wetgeving kinderen aanbelangt, is het belangrijk dat ze sluitend is.

Spreker vermoedt dat een overhaaste stemming van voorliggende tekst snel aanleiding zal geven tot een reparatiwet.

Spreker betreurt ook de chaotische werkwijze, zowel in de Kamer als in de Senaat, die hier zijn rol van reflectiekamer niet opneemt.

M. Courtois déclare qu'il votera contre les amendements. Il n'est cependant pas favorable au texte à l'examen. Il estime également que la méthode de travail qui a été suivie n'est pas bonne.

La ministre déclare qu'il lui est difficile de donner une réponse claire aux observations de M. Laeremans, vu que ce dernier a fait un exposé plutôt que de poser des questions concrètes.

Il a, par exemple, renvoyé au principe suivant : « la mère donne la vie, le père donne son nom ». L'intervenante espère que le père a davantage à transmettre à son enfant que le nom. Les deux parents sont tout de même censés participer à l'éducation de l'enfant, qu'ils soient divorcés ou non et que l'enfant porte leur nom ou pas. L'affinité avec l'enfant et la responsabilité que l'on assume à son égard transcendent l'attribution du nom.

Concernant la résolution de conflits, la ministre renvoie à la situation à l'étranger. Dans certains pays, tels que l'Allemagne, le tribunal de la famille traite de tels conflits. Ce genre de système n'a pas été retenu. Une solution par défaut a toutefois été prévue, comme l'ont fait la plupart des pays d'Europe occidentale, et elle consiste à donner le nom du père. On a donc choisi la voie de la progressivité.

Il est exact qu'un certain nombre d'effets seront réglés dans une circulaire, comme par exemple l'endroit où l'acte de l'état civil peut être établi. Un fonctionnaire peut se déplacer à la maternité; l'acte peut ainsi être établi à l'état civil. Quant aux possibilités de travailler par la voie électronique, l'intervenante renvoie à la ministre de l'Intérieur qui pourra donner une idée de la situation actuelle dans ce domaine.

Quid en cas de désaccord ? Combien de conflits connaissons-nous aujourd'hui à propos du prénom de l'enfant ? Avec quelle fréquence un politique est-il interpellé à cet égard ? L'intervenante estime que l'on peut transposer cette situation au nom de famille. Dans les autres pays également, il apparaît que des parents concluent des accords au sujet du nom.

Dans le domaine des TIC, il y a déjà eu des contacts avec les différentes administrations. Pour le moment, il n'y a pas de problème.

La question qui est aujourd'hui examinée est de savoir si nous voulons faire un pas en avant dans l'abolition d'une discrimination entre les hommes et les femmes et nous aligner sur la réglementation en vigueur dans les autres pays européens. Veut-on attendre une condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme ? Il est de la responsabilité de la Justice de résoudre les problèmes, en faisant preuve de bon sens et dans un esprit d'empathie pour la société.

De heer Courtois verklaart dat hij tegen de amendementen zal stemmen. Hij is evenwel niet tevreden met de voorliggende tekst. Hij meent ook dat men niet goed te werk gegaan is.

De minister verklaart moeilijk een duidelijk antwoord te kunnen geven op de bedenkingen van de heer Laeremans, aangezien deze eerder een uiteenzetting gaf dan concrete vragen stelde.

Zo verwees hij naar het principe « *la mère donne la vie, le père donne son nom* ». Spreekster hoopt dat de vader aan zijn kind meer verschaft dan de naam. Het is toch de bedoeling dat beide ouders worden betrokken bij de opvoeding van het kind, of ze al dan niet gescheiden zijn, en of het kind al dan niet hun naam draagt. De affiniteit met het kind en de verantwoordelijkheid die men draagt voor het kind overstijgen de naamgeving.

Wat betreft de oplossing van conflicten, verwijst de minister naar de situatie in het buitenland. In sommige landen, zoals Duitsland, behandelt de familierechtbank soortgelijke conflicten. Voor een dergelijk systeem is niet geopteerd. Er wordt wel, zoals in de meeste West-Europese landen, een *by default*- oplossing ingebouwd, namelijk de naam van de vader. Aldus kiest men voor de weg van de geleidelijkheid.

Het klopt dat een aantal uitwerkingen in een omzendbrief zullen worden gezet. Zo bijvoorbeeld de plaats waar de akte van de burgerlijke stand kan worden opgesteld. Een ambtenaar kan zich naar de materniteit verplaatsen; zodoende dient de akte bij de burgerlijke stand worden opgesteld. Wat betreft de mogelijkheden via elektronische weg, verwijst spreekster naar de minister van Binnenlandse Zaken die de huidige stand van zaken op dat vlak kan schetsen.

Wat bij onenigheid ? Hoeveel conflicten kennen wij vandaag over de voornaam van het kind ? Hoe vaak wordt een politicus hierover aangesproken ? Spreekster meent dat men deze situatie kan doortrekken naar de familienaam. Ook in de andere landen blijkt dat ouders afspraken maken over de naam.

Op het vlak van ICT, zijn er al contacten geweest met de verschillende administraties. Momenteel zijn er geen problemen.

De vraag die vandaag voorligt is of men een stap vooruit wil zetten in het wegwerken van een discriminatie tussen mannen en vrouwen en ons aligneren op de regelgeving in de andere Europese landen. Wil men een veroordeling afwachten van het Europees Hof voor de rechten van de mens ? Het ligt in de lijn van Justitie om problemen op te lossen, met gezond verstand en empathie voor de samenleving.

M. Vanlouwe estime que ses questions sont restées sans réponse, en ce qui concerne la circulaire par exemple.

Par ailleurs, l'intervenant souligne que la Belgique n'a pas encore été condamnée en matière d'attribution du nom, contrairement à d'autres matières, telles que l'internement. Il est renvoyé en l'occurrence à la jurisprudence de la Cour européenne alors que la Belgique n'a pas été condamnée. Par contre, on ignore la jurisprudence là où la Belgique a effectivement été condamnée.

M. Vanlouwe demande ce qu'il advient si le père attribue un double nom et qu'il s'avère par la suite que la mère n'était pas d'accord. Cette dernière doit-elle alors engager une procédure en contestation du nom ?

M. Anciaux suppose qu'il sera précisé dans la circulaire que le nom du père sera choisi si on constate un conflit.

La ministre considère que la législation est claire. Il y a consentement ou non des conjoints. En l'absence de consentement, la solution par défaut s'appliquera, c'est-à-dire le nom du père.

Le texte maintient la prérogative du père.

M. Mahoux demande qui a autorité pour déclarer. En l'état actuel des choses, c'est le père, ce qui est discriminatoire. Modifie-t-on quelque chose à cet égard ? Qu'est ce qui garantit qu'il n'y a pas conflit entre les parents à propos du nom de l'enfant ?

Répondant à M. Mahoux, M. Delpérée renvoie, à propos de la déclaration, à l'article 356 du Code civil, qui vise le père, la mère ou les deux. Mais évidemment, l'article ne parle pas du nom.

M. Mahoux répond que cela ne répond pas à la question de savoir ce qui garantit que, lorsque le père va déclarer l'enfant, il n'existe pas de conflit entre les parents quant au choix du nom de l'enfant. L'orateur entend seulement souligner par là qu'il subsiste bon nombre de questions, mais qu'il convient de se déterminer par rapport à la volonté ou non d'avancer et d'adopter le texte proposé.

M. Laeremans reste sur sa faim au sujet des droits de l'enfant. Comment ce dernier est-il en mesure de s'opposer ? Est-il réduit à être un objet ?

De heer Vanlouwe meent dat er geen antwoord is gegeven op zijn vragen, bijvoorbeeld met betrekking tot de omzendbrief.

Verder stipt spreker aan dat België nog geen veroordeling heeft opgelopen inzake de naamgeving, in tegenstelling tot voor andere zaken, zoals voor internering. *In casu* wordt verwezen naar de rechtspraak van het Europees Hof, terwijl België niet is veroordeeld. En waar België wel is veroordeeld, zet men de rechtspraak aan de kant.

De heer Vanlouwe vraagt wat gebeurt als de vader een dubbele naam aangeeft, en achteraf blijkt dat de moeder er niet akkoord mee was. Moet deze dan een procedure tot betwisting van de naam instellen ?

De heer Anciaux neemt aan dat in de omzendbrief wordt verduidelijkt dat, bij vaststelling van een conflict, zal worden geopteerd voor de naam van de vader.

De minister meent dat de wetgeving duidelijk is. Hetzij is er toestemming van beide echtgenoten, hetzij niet. Is er geen toestemming, is het de *by default* oplossing, namelijk de naam van de vader.

De tekst behoudt het voorrecht van de vader.

De heer Mahoux vraagt wie de geboorte van het kind mag aangeven. Momenteel is dat de vader, wat discriminerend is. Verandert er iets op dat vlak ? Hoe weet men zeker dat de ouders het eens zijn over de naam van het kind ?

Als antwoord op de vraag van de heer Mahoux omtrent de aangifte verwijst de heer Delpérée naar artikel 356 van het Burgerlijk Wetboek, dat de vader of de moeder beoogt, of beiden. Maar in het artikel staat uiteraard niets over de naam.

De heer Mahoux antwoordt dat dat geen antwoord is op de vraag hoe men zeker weet dat de ouders het eens zijn over de naam van het kind, wanneer de vader de geboorte van het kind gaat aangeven. Spreker wil hiermee enkel onderstrepen dat er nog heel wat vragen zijn, maar dat er moet worden besloten of men de voorgestelde tekst al dan niet wil aannemen.

De heer Laeremans blijft op zijn honger zitten betreffende de rechten van het kind. Hoe kan dit zich verzetten of is dit enkel lijdend voorwerp ?

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Intitulé

Amendements n°s 11 à 24 de M. Laeremans

M. Laeremans dépose l'amendement n° 11 (doc. Sénat, n° 5-2785/2) visant à remplacer l'intitulé. Par les amendements n°s 12 à 24 (doc. Sénat, n° 5-2785/2), l'auteur souhaite effectivement maintenir l'institution actuelle de l'attribution du nom de famille. L'intitulé doit dès lors être adapté.

Article 2

Amendements n°s 1 à 3 et 5 à 6 de M. Delpérée et Mme Matz

M. Delpérée en Mme Matz déposent l'amendement n° 1 (Doc Sénat, n° 5-2785/2) qui vise à mettre en concordance le texte à l'examen avec le texte relatif à l'instauration d'un statut pour les coparentes (doc. Sénat, n° 5-2445). En effet, il y a lieu d'adapter l'article 355 proposé pour assurer que l'attribution du nom de l'enfant dans le cadre d'une comaternité sera dans la même ligne que celui de l'enfant né d'un père et d'une mère.

Mme Taelman souligne que la loi sur la coparentalité concerne l'établissement du lien juridique de filiation pour les couples lesbiens, par analogie avec les couples hétérosexuels. Si l'on en infère que tous les droits et obligations découlant du lien de filiation doivent être adaptés dans le Code civil, cela représente une quantité de travail impressionnante. Il faudra dans ce cas adapter par exemple l'article 756 du Code civil. L'on peut dire que l'article 334 implique que, dès que la filiation est établie, l'intéressé(e) a les mêmes droits et obligations que les père et mère. Il n'est alors pas nécessaire d'adapter chaque disposition relative aux droits et obligations. L'intervenant estime dès lors que cet amendement est superflu.

M. Mahoux considère qu'il est important que les couples lesbiens aient les mêmes droits que les autres couples. L'intervenant s'interroge toutefois sur la procédure. L'on se propose d'adapter ici un article en fonction d'un texte qui doit encore être adopté en séance plénière du Sénat.

M. Delpérée persiste à dire que la cohérence entre les deux lois revêt une importance capitale. Le texte relatif à la coparentalité ne laisse aucune liberté de choix aux couples lesbiens en ce qui concerne le nom de l'enfant. Les deux systèmes ne sont pas compatibles.

IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Opschrift

Amendementen nrs. 11 tot 24 van de heer Laeremans

De heer Laeremans dient amendement nr. 11 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) dat ertoe strekt het opschrift te vervangen. Inderdaad, met de amendementen nrs. 12 tot 24 (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) wenst de indiener het huidige instituut van de familiennaamgeving te behouden. Het opschrift dient aldus te worden aangepast.

Artikel 2

Amendementen nrs. 1 tot 3 en 5 tot 6 van de heer Delpérée en mevrouw Matz

De heer Delpérée en mevrouw Matz dienen amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2), dat ertoe strekt de voorliggende tekst in overeenstemming te brengen met de tekst betreffende de invoering van een statuut voor meeouders (stuk Senaat, nr. 5-2445). Het voorgestelde artikel 335 dient immers te worden aangepast om ervoor te zorgen dat de naamsoverdracht in het kader van meemoederschap in dezelfde lijn ligt als de naamsoverdracht voor een kind dat een vader en een moeder heeft.

Mevrouw Taelman stipt aan dat de wet op het meemoederschap de vaststelling van de juridische afstammingsband betreft voor lesbische koppels naar analogie met heterokoppels. Indien men hieruit afleidt dat alle rechten en plichten die voortvloeien uit de afstammingsband in het Burgerlijk Wetboek moeten worden aangepast, dan is er nog heel wat werk aan de winkel. Dan moet bijvoorbeeld ook artikel 756 van het Burgerlijk Wetboek worden aangepast. Men kan stellen dat artikel 334 inhoudt dat, zodra de afstamming vaststaat, de betrokkenen dezelfde rechten en plichten heeft als vader en moeder. Dan moet dit niet in elke bepaling met betrekking tot rechten en plichten worden aangepast. Spreekster denkt dan ook dat het amendement overbodig is.

De heer Mahoux meent dat het belangrijk is dat de lesbische koppels dezelfde rechten hebben als andere koppels. Spreker heeft wel vragen bij de procedure. Men gaat hier een artikel aanpassen in functie van een tekst die nog moet worden aangenomen door de plenaire vergadering van de Senaat.

De heer Delpérée blijft erbij dat coherentie tussen beide wetten belangrijk is. De tekst met betrekking tot het meemoederschap geeft aan de lesbische koppels geen keuzevrijheid op het vlak van de naam van het kind. Het ene systeem is niet verenigbaar met het andere.

M. Laeremans se rallie à ces propos. Il ne suffit pas de se référer à l'article 334, qui concerne la situation où il y a un père et une mère. La loi relative à la coparentalité règle la situation dans laquelle il y a une mère et une coparente (co-mère). L'article 334 dispose qu'en cas de désaccord, c'est le nom du père qui prime. Qui est le père dans les couples composés d'une mère et d'une coparente ? L'intervenant considère que cette disposition ne peut pas être appliquée par analogie au cas d'une mère et d'une coparente.

Après analyse du texte relatif à la coparentalité, M. Delpérée rappelle l'article 31 de la proposition relative à la coparentalité (doc. Sénat, n° 5-2445) :

«L'article 335 règle la transmission du nom découlant de la filiation. Compte tenu de l'introduction de la coparentalité, les §§ 1^{er} et 3 sont complétés et modifiés par analogie avec les nouvelles possibilités concernant la transmission (voir le projet de loi 53-3145 modifiant le Code civil).»

Les auteurs de la proposition de loi concernant la coparentalité font donc eux-mêmes le lien entre la coparentalité et l'attribution du nom.

Mme Taelman en convient. Le texte relatif à la coparentalité (doc. Sénat, n° 5-2445) réglait cette problématique. L'on a le choix, ce qui rend l'amendement d'autant plus superflu.

Les amendements n°s 3, 5 et 6 ont la même portée que l'amendement n° 1.

L'amendement n° 2 de M. Delpérée et de Mme Matz (doc. Sénat, n° 5-2785/2) procède de la préoccupation envers le parent qui reconnaît un enfant après le décès de la mère.

Amendement n° 4 de M. Delpérée et Mme Matz

M. Delpérée et Mme Matz déposent l'amendement n° 4 (doc Sénat, n° 5-2785/2) qui vise à éviter que par le seul moyen d'un refus de consentement à l'établissement de la filiation paternelle ou à l'égard de la coparente lors de la naissance de l'enfant, les règles d'attribution du nom de l'enfant, puissent être contourées.

Le tribunal saisi d'une demande en autorisation de reconnaissance et y faisant droit, veillera expressément à acter soit que les père et mère ou les coparentes se sont accordés sur le nom à attribuer à leur enfant, soit que l'enfant portera le nom du père ou de la coparente.

De heer Laeremans treedt dit bij. Het volstaat niet te verwijzen naar artikel 334, dat de situatie betreft waarbij er een vader en een moeder is. De wet met betrekking tot het meemoederschap regelt de situatie waarbij er een moeder en een meemoeder is. Artikel 334 bepaalt dat bij onenigheid de naam van de vader primeert. Wie is dan de vader als er een moeder en een meemoeder is ? Spreker meent dat deze bepaling niet naar analogie kan worden toegepast in het geval van een moeder en een meemoeder.

Na analyse van de tekst met betrekking tot het meemoederschap, wijst de heer Delpérée op artikel 31 van het wetsvoorstel met betrekking tot het mee-moederschap (stuk Senaat, nr. 5-2445) :

«Artikel 335 van het Burgerlijk Wetboek regelt de naamsoverdracht als gevolg van de afstamming. Gelet op de introductie van het meeouderschap worden de §§ 1 en 3 aangevuld en gewijzigd naar analogie met de nieuwe mogelijkheden betreffende de naamsoverdracht (wetsontwerp nr. 53-3145 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek).»

De indieners van het wetsvoorstel betreffende het meeouderschap leggen dus zelf het verband tussen het meeouderschap en de toekenning van de naam.

Mevrouw Taelman beaamt dit. In de tekst met betrekking tot het meemoederschap (stuk Senaat, nr. 5-2445) werd de problematiek geregeld. Men krijgt de keuze. Aldus is het amendement des te meer overbodig.

Amendementen nrs. 3, 5 en 6 hebben dezelfde strekking als amendement nr. 1.

Amendment nr. 2 van de heer Delpérée en mevrouw Matz (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) vloeit voort uit de bezorgdheid voor de ouder die een kind erkent na het overlijden van de moeder.

Amendement nr. 4 van de heer Delpérée en mevrouw Matz

De heer Delpérée en mevrouw Matz dienen amendement nr. 4 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) om te voorkomen dat de regels van de naamtoekenning gemakkelijk kunnen worden omzeild, gewoon door bij de geboorte van het kind te weigeren om in te stemmen met de vaststelling van de afstamming van vaderszijde of de afstamming ten opzichte van de meeouder.

Indien de rechtbank die wordt verzocht de erkenning toe te staan, dit verzoek inwilligt, dient zij duidelijk te laten vaststellen hetzij dat de vader en de moeder, of beide meeouders, zich akkoord hebben verklaard met betrekking tot de naam die zij aan het kind wensen te geven, hetzij dat het kind de naam van de vader of van de meeouder zal dragen.

Il s'agit de combler une lacune dans le Code civil actuel.

Amendements n^{os} 8, 9 et 25 de Mmes de Bethune et Van Hoof

Mmes De Bethune et Van Hoof déposent les amendements n^{os} 8 et 9 (doc. Sénat, n^o 5-2785/2) visant à octroyer aux enfants nés après l'entrée en vigueur de la loi, le double nom de famille, composé du nom du père et de celui de la mère. Si un des parents ou les deux parents portent un double nom de famille, seul le premier nom de ce(s) parent(s) est transmis.

Ces amendements sont retirés au profit de l'amendement n^o 25.

Mmes de Bethune et Van Hoof déposent l'amendement n^o 25 (doc. Sénat, n^o 5-2785/2), qui vise à remplacer la troisième phrase de l'article 335, § 1^{er}, alinéa 2, proposé. En cas de désaccord ou en cas d'absence de choix, l'enfant porte le nom de son père et de sa mère, composé du nom de son père ou, si ce dernier porte un double nom, du premier nom de celui-ci, suivi du nom de sa mère ou, si cette dernière porte un double nom, du premier nom de celle-ci.

Amendements n^{os} 12 et 13 de M. Laeremans

M. Laeremans dépose les amendements n^{os} 12 et 13 (doc. Sénat, n^o 5-2785/2) visant à maintenir l'institution actuelle de l'attribution du nom de famille.

Articles 3 à 11

Amendements n^{os} 14 à 22 de M. Laeremans

M. Laeremans dépose les amendements n^{os} 14 à 22 (doc. Sénat, n^o 5-2785/2) qui visent à supprimer les articles 3 à 11. L'auteur souhaite en effet maintenir l'institution actuelle de l'attribution du nom de famille.

Article 12

Amendement n^o 7 de M. Delpérée et Mme Matz

M. Delpérée en Mme Matz déposent l'amendement n^o 4 (doc Sénat, n^o 5-2785/2) qui vise à supprimer l'article 12.

Het is de bedoeling een lacune in het huidige Burgerlijk Wetboek op te vullen.

Amendementen nrs. 8, 9 en 25 van mevrouw de Bethune en mevrouw Van Hoof

Mevrouw De Bethune en mevrouw Van Hoof dienen amendement nr. 8 en amendement nr. 9 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) dat ertoe strekken de kinderen geboren na de inwerkingtreding van de wet de dubbele familienaam toe te kennen, samengesteld uit de naam van de vader en de naam van de moeder. Indien een van de ouders of hen beide een dubbele familienaam dragen, wordt de eerste naam van deze ouder(s) doorgegeven.

Deze amendementen worden ingetrokken ten voordele van amendement nr. 25.

Mevrouw de Bethune en mevrouw Van Hoof dienen amendement nr. 25 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) dat ertoe strekt de derde zin van het tweede lid van het voorgestelde artikel 335, § 1, te vervangen. In geval van onenigheid of bij afwezigheid van keuze draagt het kind de naam van zijn vader en van zijn moeder, samengesteld uit de naam van zijn vader, of in geval die een dubbele naam heeft, uit diens eerste naam, gevuld door de naam van zijn moeder of, in geval die een dubbele naam heeft, haar eerste naam.

Amendementen nrs. 12 en 13 van de heer Laeremans

De heer Laeremans dient amendementen nrs. 12 en 13 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) die er toe strekken het huidige instituut van de familienaamgeving te behouden.

Artikelen 3 tot 11

Amendementen nrs. 14 tot 22 van de heer Laeremans

De heer Laeremans dient de amendementen nrs 14 tot 22 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2), die er toe strekken de artikelen 3 tot 11 te doen vervallen. De indiener wenst immers het huidige instituut van de familienaamgeving te behouden.

Artikel 12

Amendement nr. 7 van de heer Delpérée en mevrouw Matz

De heer Delpérée en mevrouw Matz dienen amendement nr. 7 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) om artikel 12 te doen vervallen.

Lors des auditions devant le comité d'avis pour l'émancipation sociale, les professeurs d'université ont plaidé unanimement contre l'instauration d'une disposition transitoire. La stabilité est essentielle en matière d'attribution du nom.

La nouvelle loi sera dès lors applicable aux enfants nés après l'entrée en vigueur du texte à l'examen, et pour autant qu'il n'y ait pas encore d'enfants communs.

Un régime transitoire ne fera que compliquer inutilement les choses et la vie des enfants.

Amendement n° 10 de Mmes de Bethune et Van Hoof

Mmes De Bethune et Van Hoof déposent l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-2785/2) tendant à permettre de modifier, selon les nouvelles règles légales, le nom d'enfants mineurs dont un des parents est décédé.

Amendement n° 23 de M. Laeremans

M. Laeremans dépose l'amendement n° 23 (doc. Sénat, n° 5-2785/2) qui vise à supprimer cet article. L'auteur souhaite en effet maintenir l'institution actuelle de l'attribution du nom de famille.

L'intervenant demande une nouvelle fois quels sont les droits et les possibilités de réaction de l'enfant mineur qui est subitement confronté à un nouveau nom. Lorsqu'un nouvel enfant arrive dans la famille, on peut décider que les autres enfants mineurs du ménage reçoivent tout-à-coup aussi le nom de la mère, ce qui revient à « priver » ces enfants de leur nom. On leur ravit ainsi une partie de leur identité. L'enfant a-t-il son mot à dire ?

La ministre répond que cet article a été inséré en réponse à l'avis du Conseil d'État. Les parents avec enfants ne peuvent en effet pas faire usage du changement de nom sur la base de la loi de 1987.

Le commissaire aux droits de l'enfant était d'avis qu'il est préférable de ne pas demander l'avis de l'enfant. Il considère que l'on ne peut pas faire reposer cette responsabilité sur les épaules de l'enfant.

Article 13

Amendement n° 24 de M. Laeremans

M. Laeremans dépose l'amendement n° 24 (doc. Sénat, n° 5-2785/2), visant à faire entrer la loi en vigueur à une date à déterminer par le Roi.

Tijdens de hoorzittingen voor het adviescomité voor de maatschappelijke emancipatie hebben de universiteitsprofessoren allemaal gepleit tegen het invoeren van een overgangsbepaling. Stabiliteit is essentieel bij de toekenning van de naam.

De nieuwe wet zal dus van toepassing zijn op kinderen die geboren zijn na de inwerkingtreding van deze wet en voor zover er nog geen gemeenschappelijke kinderen zijn.

Een overgangsregeling maakt de zaken en ook het leven van de kinderen, nodeloos ingewikkeld.

Amendement nr. 10 van mevrouw de Bethune en mevrouw Van Hoof

Mevrouw De Bethune en mevrouw Van Hoof dienen amendement nr. 10 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2) dat ertoe strekt ook de naam te kunnen wijzigen van minderjarige kinderen waarvan één van de ouders reeds overleden is volgens de nieuwe wettelijke regels.

Amendement nr. 23 van de heer Laeremans

De heer Laeremans dient amendement nr. 23 in (stuk Senaat, nr. 5-2785/2), dat ertoe strekt het artikel te doen vervallen. De indiener wenst inderdaad het huidige instituut van de familienaamgeving te behouden.

De indiener vraagt nogmaals naar de rechten en de reactiemogelijkheden van het minderjarige kind dat plots wordt geconfronteerd met een nieuwe naam. Als er een nieuw kind komt in het gezin, kan men beslissen dat ook de andere minderjarige kinderen van het gezin plots de naam van de moeder krijgen, waardoor men deze kinderen van hun naam « berroeft ». Men neemt aldus een stuk van hun identiteit weg. Heeft het kind hier enige inspraak ?

De minister antwoordt dat dit artikel werd ingevoegd na advies van de Raad van State. Ouders met kinderen kunnen immers geen gebruik maken van de naamsverandering op basis van de wet van 1987.

De Kinderrechtencommissaris oordeelde zelf dat men best het advies van het kind niet vroeg. Hij meent dat men dergelijke verantwoordelijkheid niet bij het kind mag leggen.

Artikel 13

Amendement nr. 24 van de heer Laeremans

De heer Laeremans dient amendement nr. 24 in (stuk Senaat, 5-2785/2), dat ertoe strekt de wet in werking te laten treden op een door de Koning te bepalen datum.

V. VOTES

L'amendement n° 11 est rejeté par 12 voix contre 1 et 4 abstentions.

L'amendement n° 1 est rejeté par 7 voix contre 4 et 4 abstentions.

L'amendement n° 12 est rejeté par 12 voix contre 1 et 4 abstentions.

L'amendement n° 25 est rejeté par 9 voix contre 4 et 4 abstentions.

L'amendement n° 2 est rejeté par 9 voix contre 8.

L'amendement n° 3 est rejeté par 9 voix contre 4 et 4 abstentions.

L'amendement n° 13 est rejeté par 12 voix contre 1 et 4 abstentions.

L'amendement n° 4 est rejeté par 9 voix contre 8.

Les amendements n°s 5 et 6 sont rejetés par 9 voix contre 3 et 5 abstentions.

Les amendements n°s 14 à 24 sont rejetés par 12 voix contre 1 et 4 abstentions.

L'amendement n° 7 est rejeté par 9 voix contre 2 et 6 abstentions.

L'amendement n° 10 est rejeté par 9 voix contre 8.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 9 voix contre 8.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

Le rapporteur,
Bert ANCIAUX.

Le président,
Alain COURTOIS.

*
* *

Par suite de l'adoption du projet de loi, les propositions de loi n°s 5-52, 5-444, 5-562, 5-628 et 5-998 deviennent sans objet.

**Le texte adopté par la commission
est identique à celui du projet de loi
transmis par la Chambre
des représentants
(voir le doc. Chambre, n° 53-3145/10).**

V. STEMMINGEN

Amendement nr. 11 wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 4 stemmen bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 12 wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 25 wordt verworpen met 9 tegen 4 stemmen bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 9 tegen 8 stemmen.

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 9 tegen 4 stemmen bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 13 wordt verworpen met 12 tegen 1 stem bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 4 wordt verworpen met 9 tegen 8 stemmen.

De amendementen nrs. 5 en 6 worden verworpen met 9 tegen 3 stemmen bij 5 onthoudingen.

De amendementen nrs. 14 tot 24 worden verworpen met 12 stemmen tegen 1 stem bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 7 wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen bij 6 onthoudingen.

Amendement nr. 10 wordt verworpen met 9 tegen 8 stemmen.

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 9 tegen 8 stemmen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

De rapporteur;
Bert ANCIAUX.

De voorzitter;
Alain COURTOIS.

*
* *

Ten gevolge van de aanneming van dit wetsontwerp vervallen volgende wetsvoorstellen : nrs. 5-52, 5-444, 5-562, 5-628 et 5-998.

**De door de commissie aangenomen tekst is dezelfde
als die van het door de Kamer van
volksvertegenwoordigers
overgezonden wetsontwerp
(zie stuk Kamer, nr. 53-3145/10).**